



Nations Unies

Rapport du Comité de l'information

**Quarante-quatrième session
(3-13 mai 2022)**

**Assemblée générale
Documents officiels
Soixante-dix-septième session
Supplément n° 21**



Rapport du Comité de l'information

**Quarante-quatrième session
(3-13 mai 2022)**



Nations Unies • New York, 2022

Note

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres et de chiffres. La simple mention d'une cote renvoie à un document de l'Organisation.

Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	4
II. Questions d'organisation	6
A. Ouverture de la session.	6
B. Adoption de l'ordre du jour et du programme de travail	6
C. Admission de nouveaux membres	6
D. Observateurs	7
III. Débat général.	8
IV. Examen et adoption du rapport que le Comité présentera à l'Assemblée générale à sa soixante-dix-septième session.	11

Chapitre I

Introduction

1. Dans sa résolution 34/182, l'Assemblée générale a décidé de reconduire le Comité chargé de réexaminer les politiques et les activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de l'information, créé par sa résolution 33/115 C, qui serait désigné désormais sous le nom de « Comité de l'information » et dont la composition serait portée de 41 à 66 membres. Au paragraphe 2 de la section I de cette même résolution, elle a prié le Comité :

a) De poursuivre l'examen des politiques et activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de l'information, compte tenu de l'évolution des relations internationales, notamment au cours des deux décennies précédentes, et des impératifs de l'instauration du nouvel ordre économique international et d'un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication ;

b) D'évaluer et de suivre les efforts déployés et les progrès réalisés par le système des Nations Unies dans le domaine de l'information et des communications ;

c) De promouvoir l'instauration d'un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication plus juste et plus efficace, destiné à renforcer la paix et la compréhension internationale et fondé sur la libre circulation et une diffusion plus large et mieux équilibrée de l'information, et de lui faire des recommandations sur ce sujet.

2. L'Assemblée a également prié le Comité et le Secrétaire général de lui faire rapport à sa trente-cinquième session.

3. De ses trente-sixième à soixante-quinzième sessions, l'Assemblée a pris note des rapports du Comité et adopté par consensus les résolutions. À sa soixante-seizième session, elle a pris note du rapport du Comité et adopté par consensus les résolutions 76/84 A et B.

4. Le Comité est actuellement composé des États Membres suivants :

Afrique du Sud	Chypre
Algérie	Colombie
Allemagne	Congo
Angola	Costa Rica
Antigua-et-Barbuda	Côte d'Ivoire
Arabie saoudite	Croatie
Argentine	Cuba
Arménie	Danemark
Autriche	Djibouti
Azerbaïdjan	Égypte
Bangladesh	El Salvador
Bélarus	Équateur
Belgique	Espagne
Belize	États-Unis d'Amérique
Bénin	Éthiopie
Bolivie (État plurinational de)	Fédération de Russie
Brésil	Finlande
Bulgarie	France
Burkina Faso	Gabon
Burundi	Géorgie
Cabo Verde	Ghana
Chili	Grèce
Chine	Guatemala

Guinée	Portugal
Guyana	Qatar
Honduras	République arabe
Hongrie	syrienne
Îles Salomon	République de Corée
Inde	République de Moldova
Indonésie	République démocratique du
Iran (République	Congo
islamique d')	République dominicaine
Iraq	République populaire
Irlande	démocratique de Corée
Islande	République-Unie de
Israël	Tanzanie
Italie	Roumanie
Jamaïque	Royaume-Uni de Grande-
Japon	Bretagne et d'Irlande du
Jordanie	Nord
Kazakhstan	Saint-Vincent-et-les
Kenya	Grenadines
Lettonie	Sénégal
Liban	Sierra Leone
Libéria	Singapour
Libye	Slovaquie
Luxembourg	Somalie
Madagascar	Soudan
Malaisie	Sri Lanka
Malte	Suisse
Maroc	Suriname
Mexique	Tchéquie
Monaco	Thaïlande
Mongolie	Togo
Mozambique	Trinité-et-Tobago
Népal	Tunisie
Niger	Turquie
Nigéria	Ukraine
Oman	Uruguay
Pakistan	Venezuela (République
Paraguay	bolivarienne du)
Pays-Bas	Viet Nam
Pérou	Yémen
Philippines	Zambie
Pologne	Zimbabwe

Chapitre II

Questions d'organisation

A. Ouverture de la session

5. La séance d'organisation de la quarante-quatrième session du Comité s'est tenue au Siège le 3 mai 2022. Elle a été ouverte par le Président du Comité, Cristian Espinosa (Équateur).

B. Adoption de l'ordre du jour et du programme de travail

6. À sa séance d'organisation, le 3 mai 2022, le Comité a adopté l'ordre du jour et le programme de travail ([A/AC.198/2022/1](#)). L'ordre du jour est reproduit ci-après :

1. Ouverture de la session.
2. Adoption de l'ordre du jour et du programme de travail.
3. Admission de nouveaux membres.
4. Déclaration du Président.
5. Déclaration de la Secrétaire générale adjointe à la communication globale.
6. Débat général.
7. Examen des rapports présentés par le Secrétaire général.
8. Groupe de travail à composition non limitée du Comité de l'information.
9. Examen et adoption du rapport que le Comité présentera à l'Assemblée générale à sa soixante-dix-septième session.

7. Le Comité a tenu son débat général les 3 et 4 mai. Le matin du 3 mai, le Département de la communication globale a tenu un dialogue interactif informel avec des représentantes et des représentants des États Membres, sous la direction de la Secrétaire générale adjointe à la communication globale.

8. Pour l'examen du point 7 de l'ordre du jour, le Comité était saisi des documents ci-après :

- a) Rapport du Secrétaire général intitulé « Activités du Département de la communication globale : services de communication stratégique » ([A/AC.198/2022/2](#)) ;
- b) Rapport du Secrétaire général intitulé « Activités du Département de la communication globale : services d'information » ([A/AC.198/2022/3](#)) ;
- c) Rapport du Secrétaire général intitulé « Activités du Département de la communication globale : services de diffusion et de partage du savoir » ([A/AC.198/2022/4](#)).

C. Admission de nouveaux membres

9. Djibouti et la Malaisie sont devenus membres du Comité au cours de la quarante-quatrième session.

D. Observateurs

10. L'État de Palestine, l'Union européenne et l'Organisation internationale de la Francophonie ont participé à la session en tant qu'observateurs.

Chapitre III

Débat général

11. Lors du débat général, des déclarations ont été faites par les représentant(e)s du Pakistan (également au nom du Groupe des 77 et de la Chine), de la Colombie (au nom du Groupe des Amis de la langue espagnole au sein des Nations Unies), de Djibouti (également au nom du Groupe des ambassadeurs francophones), de l'Angola (au nom de la Communauté des pays de langue portugaise), de l'Union européenne, de la Lettonie, de la République dominicaine, de Malte, du Maroc, de l'Afrique du Sud, de Cuba, d'El Salvador, du Portugal, du Népal, de la Jordanie, du Liban, de la République islamique d'Iran, des États-Unis d'Amérique, des Philippines, du Bangladesh, du Mexique, de la République bolivarienne du Venezuela, de la République de Corée, de la Côte d'Ivoire, de l'Argentine, de la Fédération de Russie, du Japon, de l'Arménie, d'Israël, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Brésil, de la Malaisie, de l'Inde, de l'Ukraine, de l'Égypte, de la Roumanie, de la Chine, du Sénégal, de l'Algérie, de la République populaire démocratique de Corée, du Bélarus, de l'État de Palestine et de l'Organisation internationale de la Francophonie.

12. Le débat général a débuté après une déclaration du Président du Comité. Celui-ci a noté que la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) avait montré que si les progrès technologiques permettaient la diffusion d'informations exactes, neutres et fiables, ils pouvaient aussi être utilisés pour faire courir des rumeurs, répandre la terreur voire déclencher des violences. Il a souligné qu'il était plus que jamais urgent de promouvoir les valeurs défendues par l'Organisation des Nations Unies. Il a salué l'action menée par le Département pour faire en sorte que ses produits et services soient proposés dans de nombreuses langues, tout en soulignant qu'il fallait encore faire progresser le multilinguisme.

13. La Secrétaire générale adjointe à la communication globale a également fait une déclaration, dans laquelle elle a donné un aperçu des diverses activités et initiatives menées par le Département. Elle a noté que si de plus en plus de gens dans le monde étaient désireux de tourner la page de la pandémie de COVID-19, celle-ci n'était pas encore terminée. Elle a aussi déclaré que du fait de la guerre en Ukraine, les principes inscrits dans la Charte des Nations Unies, qui étaient au cœur de la coopération multilatérale, n'avaient jamais été autant mis à rude épreuve depuis la création de l'Organisation. Elle a ajouté que le Département se saisirait de ces problèmes en défendant le multilatéralisme et en répondant de manière stratégique et coordonnée, par des communications axées sur le public et sur l'impact.

14. Lors de l'examen des questions de fond dont le Comité était saisi, de nombreuses délégations, dont celles prenant la parole au nom de grands groupes, se sont dites préoccupées par la prolifération d'informations erronées et de la désinformation durant la pandémie de COVID-19, les changements climatiques et les autres crises mondiales. Des orateurs ont dit leur inquiétude de voir la manipulation de l'information sur la guerre en Ukraine être utilisée pour tromper les publics nationaux et l'audience internationale. À cet égard, nombre d'entre eux ont souligné le rôle crucial que jouait l'ONU en tant que source d'information fiable dans ses six langues officielles. Ils ont fait l'éloge des campagnes Ensemble seulement et Marquons une pause, toutes deux associées à l'initiative Verified qui avait été lancée par le Département pour lutter contre l'infodémie relative à la COVID-19. Plusieurs délégations ont encouragé le Département à étendre cette initiative à d'autres questions. Des représentants ont noté qu'il fallait que l'information émanant de l'ONU soit impartiale et exempte de tout parti pris. De nombreuses délégations ont exprimé leur soutien à l'action menée par le Département pour élaborer un code de

conduite mondiale qui prônerait l'intégrité de l'information publique, conformément à la vision énoncée par le Secrétaire général dans son rapport intitulé « Notre Programme commun ».

15. De nombreux représentants ont noté avec inquiétude la montée du discours de haine, en particulier celui qui était associé au racisme, à la discrimination fondée sur la religion et à la xénophobie. Un représentant a exhorté le Département à sensibiliser au phénomène et à encourager les messages de tolérance, de coexistence pacifique et d'harmonie interconfessionnelle et culturelle entre toutes les religions, les ethnies et les nations. Une délégation a mentionné la négation de la Shoah en tant qu'exemple de demi-vérité et de désinformation, et elle a souligné qu'il fallait redoubler d'efforts pour combattre l'antisémitisme.

16. Des délégations ont également exprimé leur préoccupation quant aux restrictions mises à la liberté d'expression. Un orateur a rappelé que celle-ci était un fondement des sociétés libres à travers le monde, tandis qu'un autre a dit qu'elle ne pouvait pas être sacrifiée sur l'autel de la lutte contre la désinformation. Plusieurs représentants ont noté avec préoccupation que la liberté d'expression et les conditions de travail des journalistes se détérioraient, en particulier pour ceux qui couvraient la guerre en Ukraine. Un représentant a fait allusion à la Journée mondiale de la liberté de la presse, dont la célébration coïncidait avec le premier jour de la session du Comité, saisissant cette occasion pour souligner la nécessité de protéger les journalistes et d'assurer l'accès du public à l'information. En parallèle, plusieurs orateurs ont félicité le Département d'avoir mis en place le programme annuel de formation des jeunes journalistes palestiniens.

17. Tout en louant l'organisation par le Département de campagnes multimédias visant à diffuser des informations sur les travaux et les priorités de l'ONU, de nombreux orateurs se sont dits inquiets face à la fracture numérique. De nombreux représentants ont souligné qu'en dépit de l'importance croissante que revêtaient Internet, les médias sociaux et les autres outils de communication en ligne, les moyens plus traditionnels, à savoir les supports imprimés, la radio et la télévision, ne devaient pas être négligés. Les délégations ont encouragé l'Organisation à prendre des mesures pour garantir une plus grande sécurité de la desserte Internet, en particulier dans les pays en développement, tout en continuant à allouer des ressources aux médias traditionnels. Elles ont souligné la nécessité de chercher à accroître l'inclusivité par l'utilisation du sous-titrage activé à la demande et l'interprétation dans la langue des signes, afin que les groupes vulnérables et les personnes handicapées aient accès aux informations diffusées par l'Organisation.

18. Un autre thème récurrent a été la satisfaction exprimée à propos des centres d'information des Nations Unies. De nombreux représentants se sont félicités de ce que les centres œuvraient à la promotion des mandats des Nations Unies et mobilisaient l'appui en faveur des travaux de l'Organisation par l'utilisation des langues officielles et non officielles. Un grand nombre d'orateurs ont loué les centres pour le rôle qu'ils avaient joué durant la pandémie, en diffusant des informations aux populations les plus vulnérables. Ils ont demandé au Département de continuer de faire progresser le renforcement des capacités des centres.

19. De nombreux représentants, dont celles et ceux prenant la parole au nom de grands groupes, ont souligné qu'il importait de rendre le multilinguisme systématique dans toutes les activités menées par l'Organisation, ce qui contribuerait à garantir l'inclusivité, la diversité et la tolérance. Un certain nombre de délégations ont noté que le fossé existant entre l'utilisation de l'anglais et l'utilisation des cinq autres langues officielles continuait de se creuser et qu'il fallait que les six langues soient utilisées de manière équilibrée pour faire mieux connaître les travaux et les priorités de l'Organisation auprès du public mondial. Plusieurs intervenants ont mis en

évidence la nécessité de produire des contenus dans les six langues officielles plutôt que de traduire d'une langue dans une autre. Des délégations ont vivement engagé le Département à étudier les possibilités de recourir à des moyens de financement novateurs, en plus des contributions volontaires, afin de porter au maximum les efforts de sensibilisation.

20. De nombreuses délégations ont accueilli avec satisfaction l'action menée par le Département pour développer les partenariats avec diverses parties prenantes, dont la société civile, les médias, nouveaux et traditionnels, les établissements universitaires, les jeunes et le secteur privé. Les orateurs ont souligné que de tels partenariats étaient essentiels pour lutter contre la mésinformation et la désinformation. Plusieurs délégations ont demandé au Département de renforcer les partenariats avec les médias sociaux, notant que leurs plateformes étaient utilisées non seulement à des fins de mésinformation et de désinformation mais aussi pour promouvoir la violence, la haine et l'extrémisme.

21. Nombre de délégations ont approuvé les campagnes conduites par le Département en relation avec les grandes priorités de l'Organisation, à savoir les objectifs de développement durable, l'action climatique, les questions économiques et sociales et les droits humains.

22. Un certain nombre d'intervenants ont souligné que les communications devaient toujours respecter les buts et les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et le droit international, en particulier les principes de souveraineté et de non-ingérence dans les affaires intérieures des États.

23. Un grand nombre de délégations, en particulier celles des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police, ont loué les travaux que menait le Département en faveur des opérations de maintien de la paix et des soldates et soldats de la paix, notamment dans le cadre de sa campagne Service et sacrifice qui mettait en avant les contributions des Casques bleus.

24. En réponse aux observations et questions formulées par les États Membres, un représentant du Département a assuré que le Département demeurerait résolu à être la voix de l'Organisation en fournissant des informations exactes et à jour et en faisant connaître l'action de l'Organisation et de ses États Membres, tout en entretenant des contacts avec des acteurs divers et variés. Le Département continuerait de ce faire, guidé par les principes consacrés dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Accord de Paris sur les changements climatiques.

25. Le représentant du Département a souligné que les priorités de l'Organisation étaient de lutter contre la désinformation et la mésinformation et de contrer les discours de haine. Il a remercié les délégations de leur appui à l'initiative Verified et aux campagnes Ensemble seulement et Marquons une pause. Le Département continuerait de diffuser des informations scientifiquement établies propres à aider à se relever de la pandémie, tout en s'efforçant d'étendre l'initiative Verified à d'autres domaines comme les changements climatiques et les discours de haine. Le représentant a également remercié les délégations d'avoir exprimé leur soutien à l'action menée par le Département pour élaborer un code de conduite qui contribuerait à l'intégrité de l'information publique, conformément à la vision énoncée par le Secrétaire général dans son rapport intitulé « Notre Programme commun ».

26. Le représentant du Département a pris note des suggestions des États Membres tendant à ce que le multilinguisme soit rendu systématique et à ce que le fossé numérique soit comblé. Il a souligné que le Département s'efforçait d'atteindre le plus grand nombre de personnes possible en publiant des contenus sur diverses plateformes. Il a également indiqué que les centres d'information des Nations Unies aidaient beaucoup à adapter les campagnes mondiales du Département en fonction des langues et des contextes locaux.

Chapitre IV

Examen et adoption du rapport que le Comité présentera à l'Assemblée générale à sa soixante-dix-septième session

27. À sa 5^e séance plénière, le 13 mai 2022, le Comité de l'information a adopté par consensus son projet de rapport, y compris deux projets de résolution. Un texte présenté par le Groupe des 77 et la Chine a constitué le fondement de la négociation des projets de résolution, à laquelle ont participé deux groupes, le Groupe des 77 et la Chine, d'une part, et l'Union européenne, d'autre part, ainsi que d'autres États Membres.

28. Après l'adoption des projets de résolution, le représentant des États-Unis d'Amérique a fait une déclaration sur le texte des deux documents, indiquant que son pays constatait que des formules abrégées y étaient employées au lieu des termes contenus dans les traités applicables ou la Déclaration universelle des droits de l'homme. Il a fait remarquer que la mention de certains principes n'était pas interprétée comme impliquant une obligation internationale, et il a souligné que ce qu'il appelait les formulations commerciales, négociées ou adoptées par d'autres principaux organes de l'Organisation ou sous leurs auspices, ne concernaient en aucune façon la politique, les obligations ou les engagements commerciaux des États-Unis.

29. Des déclarations ont également été faites par les représentant(e)s de l'État de Palestine, du Pakistan (au nom du Groupe des 77 et de la Chine), de Cuba, de l'Indonésie, de la République islamique d'Iran, du Bangladesh, de la Jordanie, du Liban, de l'Afrique du Sud, du Mexique, de la Malaisie, du Sénégal, de l'Union européenne, en sa qualité d'observateur, de l'Iraq, de l'Égypte, de l'Algérie, du Koweït (au nom de la Ligue des États arabes) et d'Israël. De nombreuses délégations ont condamné le meurtre de la journaliste palestino-américaine Shireen Abu Aqleh et ont demandé qu'une enquête indépendante soit ouverte sur sa mort. Elles ont également souligné le rôle important que les États devraient jouer dans la protection des journalistes et de leur travail. Une délégation a noté avec préoccupation la longueur des projets de résolution, et a demandé instamment aux auteurs de prendre des dispositions aux prochaines sessions pour raccourcir le texte de façon à lui donner l'attention qu'il méritait.

Questions relatives à l'information

Projet de résolution A

L'information au service de l'humanité

L'Assemblée générale,

Prenant acte de l'important rapport d'ensemble présenté par le Comité de l'information¹,

Prenant acte également du rapport du Secrétaire général²,

Demande instamment que tous les pays, les organismes des Nations Unies dans leur ensemble et tous les autres acteurs intéressés, réaffirmant leur attachement aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, aux principes de la liberté de la presse et de la liberté de l'information et à ceux de l'indépendance, du pluralisme et de la diversité des médias, jugeant profondément préoccupantes les disparités existant

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-dix-septième session, Supplément n° 21 (A/77/21).

² A/77/XX.

entre pays développés et pays en développement et leurs conséquences de tous ordres sur l'aptitude des médias publics, privés ou autres et des particuliers des pays en développement à diffuser l'information et à faire connaître leurs vues et leurs valeurs culturelles et morales grâce à la production culturelle endogène, de même qu'à assurer la diversité des sources de l'information et le libre accès à cette dernière, et considérant dans ce contexte l'appel lancé en faveur de ce que l'on a appelé, à l'Organisation des Nations Unies et dans plusieurs instances internationales, « un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication, conçu comme un processus évolutif et continu » :

a) Coopèrent et agissent de manière concertée afin d'atténuer les disparités dans la façon dont l'information circule à tous les niveaux en fournissant une assistance accrue pour développer les infrastructures et les capacités de communication dans les pays en développement, compte dûment tenu de leurs besoins et du rang de priorité qu'ils confèrent à ces domaines, de manière à leur permettre, ainsi qu'à leurs médias publics, privés ou autres, d'élaborer librement et indépendamment leurs propres politiques d'information et de communication et de faire participer davantage les médias et les particuliers au processus de communication, et à assurer la libre circulation de l'information à tous les niveaux ;

b) Fassent en sorte que les journalistes puissent travailler librement et efficacement, toute attaque contre leur personne étant résolument condamnée ;

c) Aident à poursuivre et à renforcer les programmes de formation pratique destinés aux journalistes des organes de presse, de radio et de télévision publics, privés et autres des pays en développement ;

d) Renforcent l'action régionale et la coopération entre pays en développement ainsi que la coopération entre pays développés et pays en développement en vue d'améliorer la capacité de communication, l'infrastructure des médias et les techniques de communication des pays en développement, en particulier en matière de formation professionnelle et de diffusion de l'information ;

e) S'efforcent de fournir aux pays en développement et à leurs médias publics, privés ou autres, en complément de la coopération bilatérale, tout l'appui et toute l'aide possibles, compte dûment tenu de leurs intérêts et de leurs besoins dans le domaine de l'information, et des mesures déjà prises par le système des Nations Unies, notamment :

i) De mettre en valeur les ressources humaines et techniques voulues pour améliorer les systèmes d'information et de communication des pays en développement et d'aider à poursuivre et à renforcer les programmes de formation pratique bénéficiant d'appuis publics et privés comme il en existe déjà dans l'ensemble du monde en développement ;

ii) D'instaurer des conditions qui permettent aux pays en développement ainsi qu'à leurs médias publics, privés ou autres de se doter, en utilisant les ressources nationales et régionales, des techniques de communication qui répondent à leurs besoins nationaux ainsi que des éléments de programmes nécessaires, notamment pour la radiodiffusion et la télévision ;

iii) D'aider à créer des réseaux de télécommunication sous-régionaux, régionaux et interrégionaux, notamment entre pays en développement, et à les renforcer ;

iv) De faciliter, selon qu'il conviendra, l'accès des pays en développement aux techniques de communication de pointe disponibles sur le marché selon des modalités arrêtées d'un commun accord ;

f) Appuient sans réserve le Programme international pour le développement de la communication institué par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, qui devrait soutenir les médias publics aussi bien que privés.

Projet de résolution B

Politiques et activités de l'Organisation des Nations Unies en matière de communication globale

L'Assemblée générale,

Soulignant que le Comité de l'information est son principal organe subsidiaire chargé de lui faire des recommandations touchant les activités du Département de la communication globale du Secrétariat,

Réaffirmant les dispositions de sa résolution [13 \(I\)](#) du 13 février 1946, par laquelle elle a créé le Département de l'information (devenu depuis le Département de la communication globale), afin de favoriser dans toute la mesure possible, chez tous les peuples du monde, une compréhension éclairée de l'œuvre et des buts des Nations Unies, et de toutes ses autres résolutions relatives aux activités du Département,

Soulignant que, sur le plan du contenu, les fonctions d'information et de communication doivent être placées au cœur de la gestion stratégique de l'Organisation des Nations Unies et qu'une culture de communication et de transparence doit imprégner l'Organisation à tous les niveaux, de façon à faire pleinement connaître aux peuples du monde entier ses objectifs et ses activités, conformément aux buts et aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, et à lui garantir un large soutien mondial,

Soulignant également que le Département de la communication globale a pour principale mission de diffuser auprès du public, dans les délais voulus, au moyen de ses activités de communication, des informations exactes, impartiales, détaillées, nuancées, utiles et multilingues sur les tâches et les responsabilités de l'Organisation, afin que les activités de cette dernière jouissent d'un soutien international renforcé, dans la plus grande transparence, et réaffirmant à cet égard le rôle essentiel que le Département joue en temps de crise comme celle de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19),

Rappelant ses résolutions [76/84](#) A et B du 9 décembre 2021, qui offraient la possibilité de prendre les mesures voulues en vue d'améliorer l'efficacité du Département de la communication globale et de tirer le meilleur parti possible des ressources mises à sa disposition,

Constatant avec préoccupation que le fossé existant entre pays en développement et pays développés dans le domaine des technologies de l'information et des communications a continué de se creuser et que de vastes pans de la population des pays en développement ne tirent aucun bénéfice des technologies actuellement disponibles, et soulignant à cet égard qu'il est nécessaire de corriger les déséquilibres qui existent actuellement dans le développement des technologies de l'information et des communications et dans l'accès à celles-ci selon des modalités arrêtées d'un commun accord de façon à créer un environnement plus juste, plus équitable, plus accessible et plus efficace à cet égard,

Sachant que les progrès des technologies de l'information et des communications ouvrent de nouvelles et vastes possibilités de croissance économique et de développement social et peuvent jouer un rôle important dans l'élimination de la pauvreté dans les pays en développement, mais soulignant par ailleurs que la mise au point de ces technologies n'est pas sans problème ni risque et pourrait accentuer encore les disparités entre les pays et à l'intérieur de ceux-ci,

Engageant les États, les organisations internationales et régionales, les institutions nationales des droits humains et la société civile, les entreprises,

notamment les médias, les plateformes en ligne, les médias sociaux et les entreprises technologiques, à favoriser le respect des droits humains en ligne et hors ligne dans le contexte des technologies numériques nouvelles et naissantes et des processus de diligence raisonnable en matière de droits humains,

Se déclarant vivement préoccupée par les attaques et violences commises contre des journalistes, des professionnels des médias et le personnel associé et considérant que l'impunité des attaques contre les journalistes demeure l'une des plus grandes menaces pesant sur la sécurité de ces derniers et qu'il est essentiel de veiller à ce que les auteurs de ces crimes répondent de leurs actes afin de prévenir de nouvelles agressions,

Se déclarant préoccupée par la désinformation, y compris comme moyen de manipuler l'information, notamment sur Internet, qui peut viser à tromper, à porter atteinte aux droits humains, y compris au droit à la vie privée et à la liberté d'expression, et à inciter à la violence, à la haine, à la discrimination ou à l'hostilité, et soulignant le rôle majeur que jouent les journalistes et les professionnels des médias pour contrer cette tendance, et se déclarant en outre gravement préoccupée par la manipulation de l'information, y compris la désinformation, pratiquée par des États en vue de tenter de justifier, de provoquer ou d'encourager toute menace contre la paix,

Prenant note du rapport de la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression sur la désinformation et la liberté d'opinion et d'expression³,

Appelant l'attention sur les inquiétudes que suscitent dans le monde la propagation et la prolifération rapides de la désinformation et de la mésinformation, rendant d'autant plus importante la diffusion dans plusieurs langues d'informations factuelles, opportunes, claires, accessibles et fondées sur des données probantes, et soulignant qu'il faut que toutes les parties concernées s'attaquent au problème de la désinformation,

Soulignant que les réactions à la progression de la manipulation de l'information, y compris la désinformation, doivent être conformes au droit international des droits de l'homme et aux principes de légalité, de nécessité et de proportionnalité, et soulignant l'importance qu'il y a, dans le cadre de cet effort, à disposer de médias libres, indépendants, pluriels et diversifiés et à fournir et promouvoir un accès à des informations indépendantes, factuelles et fondées sur des données probantes,

Se félicitant de la présentation du rapport du Secrétaire général intitulé « Notre Programme commun »⁴ auquel se référeront constamment les États Membres, en collaboration avec tous les partenaires concernés grâce à de vastes consultations ouvertes à tous,

Saluant en particulier la détermination avec laquelle le Secrétaire général entend s'attaquer à la désinformation et à la mésinformation et rappelant sa proposition relative à l'adoption d'un code de conduite mondial visant à promouvoir l'intégrité de l'information publique,

Rappelant sa résolution [75/267](#), adoptée le 25 mars 2021 sans avoir été mise aux voix, dans laquelle elle a proclamé la semaine du 24 au 31 octobre de chaque année Semaine mondiale de l'éducation aux médias et à l'information,

³ [A/HCR/47/25](#).

⁴ [A/75/982](#).

Considérant que le multilinguisme, valeur fondamentale de l'Organisation des Nations Unies, concourt à la réalisation des objectifs des Nations Unies énoncés à l'Article 1 de la Charte, et réaffirmant le rôle primordial que le Département de la communication globale joue pour ce qui est de véritablement faire respecter le multilinguisme et d'en faire une priorité en toutes circonstances,

Consciente que le multilinguisme est un moteur de la diplomatie multilatérale et qu'il contribue à promouvoir les valeurs de l'Organisation des Nations Unies et à inspirer la confiance de nos peuples dans les buts et principes énoncés dans la Charte,

Rappelant sa résolution 73/346 du 16 septembre 2019 sur le multilinguisme, dans laquelle elle réaffirmait le rôle du Département de la communication globale dans le multilinguisme, notamment les dispositions selon lesquelles il importe d'utiliser comme il convient toutes les langues officielles de l'Organisation dans toutes les activités du Département, y compris en assurant la coordination voulue avec les autres départements du Secrétariat, de manière à supprimer le décalage entre l'emploi de l'anglais et celui des cinq autres langues officielles, et de faire en sorte que toutes les langues officielles de l'Organisation soient systématiquement utilisées et traitées sur un pied d'égalité dans l'ensemble des activités du Département,

I **Introduction**

1. *Prie* le Secrétaire général de continuer d'appliquer intégralement les recommandations formulées dans les résolutions relatives aux politiques et aux activités de l'Organisation des Nations Unies en matière de communication globale ;

2. *Réaffirme* que l'Organisation des Nations Unies demeure le fondement indispensable d'un monde juste et pacifique et que sa voix doit être entendue de façon claire et forte, et souligne le rôle essentiel que doit jouer à cet égard le Département de la communication globale du Secrétariat ;

3. *Souligne* que la réforme du Département de la communication globale, qui vise à adapter ses capacités et son action aux tendances actuelles de la communication mondiale, doit prendre en compte les priorités énoncées par le Comité de l'information en tant que principal organe subsidiaire chargé de lui faire des recommandations touchant les activités du Département, et rappelle à cet égard qu'il importe de poursuivre les consultations avec les États Membres ;

4. *Engage* les États Membres à promouvoir et à faciliter la coopération internationale dans le but de généraliser les infrastructures médiatiques et les technologies de l'information et des communications dans tous les pays, en mettant particulièrement l'accent sur le renforcement des capacités des pays en développement ;

5. *Se dit une nouvelle fois préoccupée* par la propagation et la prolifération exponentielles de la désinformation et de la mésinformation, rendant d'autant plus nécessaire la diffusion en temps opportun et dans plusieurs langues d'informations factuelles, ciblées, claires, accessibles et fondées sur des données scientifiques, et souligne qu'il faut que tous les États Membres fassent front commun pour relever le défi que constituent les informations fausses ou trompeuses, relayées notamment sur Internet ;

6. *Souligne à nouveau* qu'il importe d'assurer l'accès du public à l'information et de protéger les libertés fondamentales, en particulier la liberté d'opinion et d'expression et la liberté de la presse ainsi que le droit à la vie privée, et prend également note de l'importance que revêtent la promotion et la protection de la sécurité des journalistes à cet égard ;

7. *Condamne sans équivoque* toutes les attaques, représailles et violences visant les journalistes et autres professionnels des médias, comme la torture, les exécutions extrajudiciaires, les disparitions forcées, les arrestations arbitraires, les détentions arbitraires, les expulsions, les actes d'intimidation, les menaces et le harcèlement, en ligne ou hors ligne, y compris les attaques dirigées contre leurs bureaux ou organes de presse ou la fermeture de ceux-ci, dans les situations de conflit comme de non-conflit ;

8. *Souligne* qu'il importe de respecter pleinement le droit de chercher, de recevoir et de diffuser des informations, qui fait partie intégrante du droit à la liberté d'expression et d'opinion, et à cet égard la liberté des journalistes d'accéder à l'information et le droit du public de bénéficier du travail des médias, et qu'il est indispensable d'assurer la sécurité des journalistes et des autres professionnels des médias pour garantir ces droits ;

9. *Souligne* que la désinformation, sous toutes ses formes, peut nuire à l'exercice des droits humains et des libertés fondamentales, ainsi qu'à la réalisation des objectifs de développement durable ;

10. *Réitère sa condamnation* de toute forme de propagande, dans quelque pays que ce soit, qui aurait pour objet ou qui risquerait de provoquer ou d'encourager une menace à la paix, une rupture de la paix ou un acte d'agression, et demande de nouveau au gouvernement de chaque État Membre de prendre les mesures appropriées, conformément à son cadre constitutionnel, pour promouvoir, par tous les moyens de publicité, des relations amicales entre les nations, en accord avec les buts et les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies ;

11. *Affirme* le rôle important que l'exercice du droit à la liberté d'opinion et d'expression ainsi que le plein respect du droit de rechercher, de recevoir et de diffuser des informations jouent dans le renforcement de la démocratie, la promotion du pluralisme et du multiculturalisme, l'amélioration de la transparence et de la liberté de la presse, et la lutte contre la désinformation ;

12. *Condamne sans équivoque* les mesures prises par les États, en violation du droit international des droits de l'homme, pour empêcher ou perturber délibérément l'accès à l'information ou la diffusion d'informations en ligne et hors ligne dans le but de nuire au travail d'information du public qu'accomplissent les journalistes, y compris par des pratiques telles que la fermeture d'Internet ou des mesures consistant à restreindre, bloquer ou retirer indûment des sites Web de médias, dont les attaques par déni de service, et invite tous les États à s'abstenir de telles pratiques et à les faire cesser, car elles compromettent de façon irréparable les efforts visant à construire des sociétés du savoir et des démocraties inclusives et pacifiques ;

13. *Souligne* qu'il importe que le Secrétariat fournisse aux États Membres, en temps voulu, sur leur demande et dans le cadre des mandats et procédures existants, des informations claires, exactes et complètes ;

14. *Souligne également* que les États Membres doivent s'abstenir de faire des technologies de l'information et des communications un usage contraire au droit international, notamment à la Charte, et les engage à envisager de meilleurs moyens de coopérer, dans le respect du droit international, pour écarter les menaces que pose l'utilisation des technologies de l'information et des communications à des fins terroristes ;

15. *Demande* aux États de s'abstenir d'apporter un appui aux entités ou aux personnes impliquées dans des actes terroristes, notamment un appui à la création de structures de propagande propageant des appels à la haine qui constituent une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence, y compris au moyen

d'Internet et d'autres médias, et souligne à cet égard qu'il importe au plus haut point de respecter pleinement le droit à la liberté d'opinion et d'expression, tel que défini dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques⁵ ;

16. *Réaffirme* que le Comité de l'information joue un rôle central dans les politiques et les activités de l'Organisation en matière de communication globale, y compris dans la hiérarchisation de ces activités, et décide que les recommandations relatives au programme du Département de la communication globale seront formulées, dans la mesure du possible, dans l'enceinte du Comité et seront examinées par le Comité ;

17. *Demande* au Département de la communication globale, compte tenu des priorités qu'elle a énoncées pour la période 2023-2024 dans sa résolution 76/84 B, d'accorder une attention particulière à la promotion d'une croissance économique soutenue et d'un développement durable conformément à ses résolutions et aux décisions issues des récentes conférences des Nations Unies, au maintien de la paix et de la sécurité internationales, y compris les opérations de maintien de la paix, au développement de l'Afrique, à la promotion des droits humains, à l'égalité des genres, à l'avancement de toutes les femmes et de toutes les filles, aux changements climatiques et à l'environnement, à l'efficacité de la coordination des opérations d'assistance humanitaire, à la défense du multilatéralisme, à la promotion de la justice et du droit international, au désarmement, à la lutte contre la désinformation et la mésinformation, ainsi qu'au contrôle des drogues, à la prévention du crime et à la lutte contre le terrorisme international sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, et à l'action menée au niveau mondial pour lutter contre la pandémie de COVID-19, aux fins d'un relèvement durable, notamment par un accès équitable à des vaccins sûrs et efficaces et leur distribution juste à l'échelle mondiale ;

18. *Demande* au Département de la communication globale et à son réseau de centres d'information des Nations Unies d'être particulièrement attentifs aux résultats de l'ensemble des grandes conférences, forums et sommets des Nations, et aux progrès accomplis dans la mise en œuvre des textes issus de ces manifestations ;

19. *Prend note* de la participation du Département de la communication globale aux travaux préparatoires du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières⁶, conformément à la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants⁷ ;

II

Activités générales du Département de la communication globale

20. *Prend acte* des rapports du Secrétaire général sur les activités du Département de la communication globale⁸ ;

21. *Prie le* Département de la communication globale de veiller, au moyen du recrutement et de la formation, à ce que son personnel reflète une répartition géographique équitable et une diversité du point de vue du multilinguisme, et ait les compétences linguistiques nécessaires à l'exécution des tâches confiées ;

22. *Prie également* le Département de la communication globale de rester attaché à une culture de l'évaluation, de poursuivre l'évaluation de ses produits et activités en vue d'en accroître l'efficacité, et de continuer à coopérer et à coordonner ses activités avec les États Membres et le Bureau des services de contrôle interne du

⁵ Voir résolution 2200 A (XXI), annexe.

⁶ Résolution 73/195, annexe.

⁷ Résolution 71/1.

⁸ A/AC.198/2022/2, A/AC.198/2022/3 et A/AC.198/2022/4.

Secrétariat afin de veiller plus efficacement à la transparence et à l'application du principe de responsabilité dans le cadre de ses opérations ;

23. *Rappelle* le lancement de la stratégie de communication globale de 2020 élaborée par le Département de la communication globale et disponible dans toutes les langues officielles, qui a non seulement pour objet d'informer la population de l'état du monde et de la manière dont l'Organisation des Nations Unies s'emploie à le rendre meilleur, mais aussi de motiver les gens et de leur donner les moyens d'agir, félicite le Département pour le rôle qu'il joue dans la promotion de la décennie d'action en faveur des objectifs de développement durable en couvrant les trois thèmes prioritaires présentés dans la stratégie, ainsi que dans la prévention des risques d'émergence et de transmission de zoonoses et dans la lutte contre celles-ci et pour le soutien qu'il apporte au programme de transformation du Secrétaire général ;

24. *Soutient et encourage* la coordination entre le Département de la communication globale et le Bureau du porte-parole du Secrétaire général, prie le Secrétaire général de veiller à la cohérence des messages émanant de l'Organisation et se félicite à cet égard de la couverture par le Département des mesures, actions et déclarations du Secrétaire général liées à la pandémie de COVID-19 ;

25. *Appelle* à intensifier la coopération avec le système des Nations Unies afin de diffuser plus efficacement les connaissances scientifiques, les meilleures pratiques et les informations concernant, entre autres, les diagnostics, les médicaments, les vaccins contre la COVID-19 et les orientations pertinentes, en vue de prévenir l'émergence de maladies, notamment les zoonoses, et de pandémies et d'y faire face, y compris par la promotion du principe « Une seule santé » ;

26. *Demande instamment* au Département de la communication globale d'appuyer, selon qu'il conviendra, les efforts que déploient le système des Nations Unies, ainsi que les équipes de pays des Nations Unies, pour mettre en évidence les répercussions de la pandémie de COVID-19 sur les femmes, les enfants, y compris les filles, et en particulier les personnes âgées et les personnes en situation de vulnérabilité ;

27. *Prend note avec satisfaction* des efforts entrepris par le Département de la communication globale pour assurer la continuité de ses activités pendant la pandémie de COVID-19, demande au Département d'évaluer sa réponse à la pandémie, y compris les incidences sur les activités génératrices de revenus, ainsi que son état de préparation général pour répondre aux besoins de communication de l'Organisation en prévision de toute urgence mondiale future qui pourrait survenir, et se félicite à cet égard de l'initiative de réponse aux crises lancée par le Département pendant la pandémie ;

28. *Rappelle* sa résolution [74/306](#) du 11 septembre 2020, dans laquelle elle s'est dite consciente de la qualité de bien mondial de santé publique que revêtirait une immunisation à grande échelle contre la COVID-19 visant à prévenir, contenir et arrêter la transmission de la maladie et à mettre un terme à la pandémie, et accueille avec satisfaction les initiatives par lesquelles le Département de la communication globale souligne l'importance d'une distribution juste des vaccins contre la COVID-19 de qualité, sûrs, efficaces et d'un coût abordable et d'un accès équitable à ces vaccins, à l'échelle mondiale, dont la campagne #Ensemble, lancée en écho à l'appel consistant à intensifier la fabrication et la production des vaccins, à en accroître le financement et à mettre les vaccins à la disposition de toutes et tous ;

29. *Se félicite* des mesures prises par le Département de la communication globale pour mettre en avant les contributions des États Membres et des organisations internationales au Dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19, y compris le Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins

contre la COVID-19, bien qu'elle soit consciente que ces mécanismes pourraient être renforcés, et de ce que des vaccins sûrs et efficaces ont continué d'être livrés sur tous les continents, comme signe de la solidarité internationale, et invite instamment le Département à mettre en avant les contributions des États Membres, des organisations internationales et des producteurs de vaccins et de promouvoir activement les initiatives qu'ils prennent afin que ceux qui en ont le plus besoin, en particulier les pays en développement et les personnes en situation de vulnérabilité, aient accès aux vaccins contre la COVID-19, notamment en soutenant la production locale et régionale de vaccins et le renforcement des systèmes de santé ;

30. *Prend note* des mesures prises par le Département de la communication globale pour continuer de faire connaître les travaux et les décisions de l'Assemblée générale et de ses organes subsidiaires, et demande au Département de continuer à renforcer ses relations de travail avec le Bureau de la présidence de l'Assemblée générale ;

31. *Encourage* le Département de la communication globale et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à poursuivre leur collaboration dans les domaines de la promotion de la culture, de l'éducation, de la communication et du multilinguisme, conformément à sa résolution 73/346, notamment grâce à l'éducation multilingue, comme moyens de parvenir au développement durable en utilisant les ressources disponibles, en vue de combler le fossé qui sépare actuellement les pays développés des pays en développement ;

32. *Note avec satisfaction* les mesures prises par le Département de la communication globale pour travailler au niveau local avec d'autres organismes et organes des Nations Unies afin de mieux coordonner leurs activités de communication, demande instamment au Département d'encourager le Groupe de la communication des Nations Unies à promouvoir la diversité linguistique dans ses travaux, et prie de nouveau le Secrétaire général de rendre compte au Comité de l'information, à sa quarante-cinquième session, des progrès accomplis à cet égard ;

33. *Encourage* le Département de la communication globale à continuer d'établir un dialogue et une coopération avec les organisations régionales et d'autres organisations dans le cadre des travaux qu'il entreprend pour faire mieux connaître et mieux comprendre les travaux de l'Organisation des Nations Unies, en mettant particulièrement l'accent sur les partenariats actuels entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales ;

34. *Réaffirme* que le Département de la communication globale doit, tout en accomplissant ses missions actuelles et en se conformant à l'article 5.6 du Règlement et des règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation⁹, établir un ordre de priorité dans son programme de travail afin de mieux cibler son message et concentrer ses efforts et d'adapter ses programmes aux besoins des publics visés, y compris du point de vue linguistique, en s'appuyant sur des mécanismes améliorés de retour d'information et d'évaluation ;

35. *Prie* le Secrétaire général de continuer à tout mettre en œuvre pour que les publications et les autres services d'information du Secrétariat, notamment le site Web de l'Organisation des Nations Unies, le Service des informations des Nations Unies et les comptes de l'Organisation sur les médias sociaux donnent dans toutes les langues officielles des informations détaillées, nuancées, objectives et impartiales sur les questions dont l'Organisation est saisie et aient un souci constant d'indépendance, d'impartialité, d'exactitude et de totale conformité avec ses résolutions et ses décisions ;

⁹ ST/SGB/2018/3.

36. *Souligne* qu'il faut impérativement faire face de la manière la plus appropriée aux violations des règles et des règlements internationaux qui régissent l'audiovisuel, c'est-à-dire la télévision, la radio et la diffusion par satellite ;

37. *Demande de nouveau* au Département de la communication globale et aux services auteurs du Secrétariat de faire en sorte que les publications des Nations Unies soient produites dans les six langues officielles, dans le respect de l'environnement et sans que cela ait d'incidences financières, et de continuer à agir en étroite coordination avec les autres entités, y compris tous les autres départements du Secrétariat et les fonds et programmes des Nations Unies, afin d'éviter, chacun pour ce qui concerne son mandat, les doubles emplois lors de la parution des publications des Nations Unies ;

38. *Engage*, à cet égard, le Département de la communication globale et le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences du Secrétariat à mettre au point de nouveaux arrangements de collaboration permettant de promouvoir le multilinguisme dans d'autres produits, sans que cela ait d'incidences financières, étant donné qu'il importe de faire en sorte que toutes les langues officielles de l'Organisation soient utilisées et traitées sur un pied d'égalité, et à présenter à ce sujet un rapport au Comité de l'information à sa quarante-cinquième session ;

39. *Souligne* que le Département de la communication globale devrait maintenir et améliorer ses activités dans les domaines présentant un intérêt particulier pour les pays en développement et, le cas échéant, d'autres pays ayant des besoins particuliers, et que ses activités devraient contribuer à combler le fossé existant entre les pays en développement et les pays développés dans les domaines cruciaux de l'information et de la communication ;

40. *Se déclare de nouveau de plus en plus inquiète* de constater que, contrairement à la demande formulée dans ses résolutions antérieures et au principe de l'égalité des six langues officielles, les communiqués de presse quotidiens ne sont pas publiés dans toutes les langues officielles, rappelle le rapport pertinent du Secrétaire général sur les activités du Département de la communication globale¹⁰ et prie ce dernier d'envisager sans attendre des moyens possibles de publier des communiqués de presse quotidiens dans les six langues officielles, conformément à ses résolutions pertinentes, au plus tard pour la quarante-cinquième session du Comité de l'information, et de faire rapport à ce dernier à ce sujet à cette même session ;

41. *Prend note avec inquiétude* des récentes tendances consistant à remettre en cause la crédibilité et la transparence des informations factuelles et encourage le Département de la communication globale à continuer de promouvoir la diffusion d'informations objectives et impartiales au sujet de l'action de l'Organisation, à formuler des propositions précises à cet égard et à en rendre compte au Comité de l'information à sa quarante-cinquième session ;

42. *Note avec satisfaction* l'action menée par le Département de la communication globale pour diffuser dans plusieurs langues des informations précises, actuelles et pertinentes sur la pandémie de COVID-19 et sur la réponse apportée par le système des Nations Unies ainsi que pour aider à lutter contre la prolifération des informations fausses ou trompeuses, conformément à la campagne de communication de l'Organisation des Nations Unies liée à la COVID-19, en particulier l'initiative « Verified » annoncée par le Secrétaire général en avril 2020, réaffirme qu'il faut lutter contre la désinformation et la mésinformation, surmonter la réticence à la vaccination et lancer des campagnes d'information en tirant parti,

¹⁰ [A/AC.198/2022/3](#).

notamment, du pouvoir des médias sociaux en vue de sensibiliser les personnes à l'importance, à l'efficacité et à l'innocuité des vaccins contre la COVID-19 ;

43. *Demande* au Département de la communication globale de s'efforcer tout particulièrement de recenser les éléments de mésinformation et de désinformation et de sensibiliser l'opinion à ce sujet, sur la base des informations et des meilleures pratiques recueillies auprès des États, des entités des Nations Unies, de la société civile et du secteur privé, et de proposer des moyens de remédier à ce problème conformément au droit international des droits de l'homme, dans les limites des ressources existantes ;

44. *Exhorte* le Département de la communication globale à appuyer les efforts déployés par le système des Nations Unies pour éliminer toutes les formes de haine, d'intolérance et de discrimination, fondées notamment sur la religion ou la conviction, ainsi que le harcèlement, le racisme, les discours de haine, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, en particulier dans le cadre des crises mondiales provoquées par des pandémies telles que la COVID-19, et note avec préoccupation que la pandémie de COVID-19 a creusé de manière disproportionnée les inégalités qui existaient déjà dans nos sociétés et regrette que, dans ce contexte, les personnes appartenant à des minorités raciales et ethniques ou à d'autres groupes, notamment les Asiatiques et les personnes d'ascendance asiatique, en particulier les femmes et les filles, aient été victimes de violence raciste, de menaces de violence, de discrimination et de stigmatisation ;

45. *Prend note* de la Stratégie et du Plan d'action des Nations Unies pour la lutte contre les discours de haine et de la Note d'orientation de l'Organisation des Nations Unies sur les moyens de lutter contre les discours haineux liés à la COVID-19, et encourage le Département de la communication globale à consolider les partenariats existants avec les nouveaux médias et les médias traditionnels et à en établir de nouveaux afin de lutter contre les discours de haine et de promouvoir la tolérance, la non-discrimination, le pluralisme et la liberté d'opinion et d'expression ;

Multilinguisme et communication globale

46. *Souligne* que le multilinguisme, valeur fondamentale de l'Organisation des Nations Unies, suppose la participation active et l'engagement résolu de toutes les parties prenantes, notamment de tous les centres de conférence et bureaux hors Siège de l'Organisation ;

47. *Souligne également* que le Secrétariat a la responsabilité de prendre en compte systématiquement le multilinguisme dans toutes ses activités de communication et d'information, dans la limite des ressources disponibles et de façon équitable, demande au Département de la communication globale de considérer le multilinguisme comme faisant partie intégrante de sa stratégie et de continuer, pour assumer cette responsabilité, à œuvrer avec le Coordonnateur pour le multilinguisme à l'instauration de pratiques optimales dans l'ensemble du Secrétariat et prie le Secrétaire général de rendre compte des pratiques retenues et de leur application dans son prochain rapport au Comité de l'information, compte tenu des dispositions de la résolution 73/346 ;

48. *Souligne en outre* qu'il importe d'utiliser et de traiter sur un pied d'égalité toutes les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies dans toutes les activités de l'ensemble des divisions et bureaux du Département de la communication globale, en vue d'éliminer le décalage entre l'emploi de l'anglais et celui des cinq autres langues officielles, prie de nouveau à cet égard le Secrétaire général de veiller à ce que le Département dispose, dans toutes les langues officielles, des moyens nécessaires pour mener à bien l'ensemble de ses activités, et demande qu'il soit tenu

compte de cette exigence dans les futurs projets de budget-programme concernant le Département, en gardant à l'esprit le principe de l'égalité des six langues officielles et en prenant en considération la charge de travail dans chacune d'elles ;

49. *Constate avec satisfaction* que le Département de la communication globale a mis en lumière plusieurs communications et messages importants de date récente émanant du Secrétaire général dans des langues non officielles, notamment en bengali, hindi, ourdou, persan, portugais et swahili, ainsi que dans les langues officielles, en vue de promouvoir le multilinguisme, et encourage le Département à les diffuser dans les six langues officielles et dans des langues non officielles, selon qu'il convient, dans les limites des ressources existantes ;

50. *Se félicite* des efforts que déploie le Département de la communication globale pour promouvoir le multilinguisme dans toutes ses activités, souligne qu'il importe de veiller à ce que le texte de tous les nouveaux documents de l'Organisation rendus publics dans les six langues officielles, des documents d'information, des campagnes de publicité mondiales et de tous les documents plus anciens de l'Organisation soit affiché sur les sites Web de l'Organisation et puisse être consulté immédiatement par les États Membres, et souligne également qu'il importe d'appliquer intégralement les dispositions de sa résolution 73/346 et des résolutions ultérieures sur le multilinguisme ;

51. *Encourage* le Département de la communication globale à poursuivre ses efforts pour mettre en œuvre des politiques multilingues pendant la pandémie de COVID-19, et demande au Secrétariat de rétablir la diffusion d'informations dans les six langues officielles, selon qu'il conviendra, au sujet des activités et des décisions des principaux organes de l'Organisation et de ses organes subsidiaires, y compris les résolutions relatives à la COVID-19, tant que les limites à la tenue de grandes réunions en présentiel imposées en raison de la pandémie de COVID-19 persistent ;

52. *Encourage également* le Département de la communication globale à continuer de mettre en œuvre sa méthode de travail par points centraux thématiques, telle qu'actuellement appliquée sur les sites Web des services linguistiques de l'Organisation, comme pratique optimale en matière de multilinguisme pour améliorer la qualité des contenus ;

53. *Appuie et encourage* l'utilisation continue par le Département de la communication globale, en plus des langues officielles, du bengali, de l'hindi, de l'ourdou, du persan, du portugais, du swahili et des 125 langues en usage dans les centres d'information des Nations Unies, selon qu'il convient et dans les limites des ressources existantes, en fonction de la cible visée, afin d'atteindre un public aussi large que possible et de diffuser les messages et les communications de l'Organisation et du Secrétaire général dans le monde entier, de façon à renforcer l'appui international en faveur des activités de l'Organisation ;

54. *Encourage* le Département de la communication globale à poursuivre l'action engagée de longue date pour promouvoir le multilinguisme par la diffusion à l'échelle mondiale d'informations dans d'autres langues que les langues officielles et à mobiliser des ressources suffisantes, y compris en envisageant des modes de financement novateurs et en faisant appel à des contributions volontaires ;

Réduire la fracture numérique

55. *Demande* au Département de la communication globale de contribuer à la sensibilisation de la communauté internationale à l'importance de donner suite au document final de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur l'examen d'ensemble de la mise en œuvre des textes issus du Sommet mondial sur la société de

l'information¹¹, et aux possibilités que l'utilisation d'Internet et des autres technologies numériques, développées en particulier au cours de la quatrième révolution industrielle, peuvent offrir aux sociétés et aux économies, ainsi qu'aux moyens de réduire la fracture numérique à l'intérieur des pays et entre eux, notamment en célébrant la Journée mondiale des télécommunications et de la société de l'information le 17 mai ;

56. *Demande de nouveau* à toutes les parties prenantes, notamment aux entités concernées des Nations Unies, dans le cadre de leur mandat et dans la limite des ressources existantes, de continuer de travailler ensemble pour analyser régulièrement la nature des fractures numériques, étudier des stratégies pouvant les combler et mettre leurs constatations à la disposition de la communauté internationale, et de promouvoir les initiatives publiques et privées visant à réduire la fracture numérique ;

57. *Prend note* du Plan d'action de coopération numérique du Secrétaire général¹² et des propositions énoncées dans son rapport intitulé « Notre Programme commun » au sujet de la coopération numérique nécessaire à l'élaboration de principes communs d'un avenir numérique pour tous les États Membres, l'objectif étant la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030¹³ ;

Réseau de centres d'information des Nations Unies

58. *Souligne* l'importance du rôle joué par le réseau de centres d'information des Nations Unies pour rehausser l'image de l'Organisation des Nations Unies et transmettre ses messages auprès des populations locales, en particulier dans les pays en développement, ayant à l'esprit que l'information communiquée dans les langues locales a une plus forte résonance auprès d'elles, et pour renforcer l'appui fourni aux activités de l'Organisation au niveau local ;

59. *Rend hommage* au travail qu'accomplit le réseau de centres d'information des Nations Unies, y compris le Centre régional d'information des Nations Unies, en assurant la publication des documents d'information et la traduction des textes importants de l'Organisation dans d'autres langues que les langues officielles, encourage les centres d'information à maintenir l'importante dimension multilingue de leurs activités anticipatives et interactives et à produire des pages Web et des contenus dans les médias sociaux dans les langues locales, encourage le Département de la communication globale à leur fournir les ressources et les installations techniques nécessaires, afin d'atteindre un public aussi divers et large que possible et de propager le message de l'Organisation dans le monde entier, de façon à mobiliser un appui international accru en faveur des activités de celle-ci, et les invite à poursuivre dans cette voie ;

60. *Mesure* le soutien apporté par le réseau de centres d'information des Nations Unies au système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents pendant la pandémie de COVID-19 afin de promouvoir les informations et les orientations du système des Nations Unies, notamment de l'Organisation mondiale de la Santé, de contribuer à lutter contre la prolifération d'informations erronées et la désinformation et de diffuser des messages et des informations sur les activités pertinentes des fonds et programmes des Nations Unies et des institutions spécialisées ;

61. *Souligne* qu'il importe de rationaliser le réseau de centres d'information des Nations Unies et, à cet égard, prie le Secrétaire général de continuer à faire des

¹¹ Résolution 70/125 ; voir également A/C.2/59/3 et A/60/687.

¹² A/74/821.

¹³ Résolution 70/1.

propositions dans ce sens, notamment en redéployant des ressources, si nécessaire, et de rendre compte au Comité de l'information à ses futures sessions ;

62. *Réaffirme* que la rationalisation des centres d'information des Nations Unies doit être opérée au cas par cas, en consultation avec tous les États Membres concernés dans lesquels des centres d'information sont actuellement situés, les pays desservis par ces centres et les autres pays intéressés de la région, compte tenu des caractéristiques propres à chaque région ;

63. *Demande* au Département de la communication globale, agissant par l'intermédiaire des centres d'information des Nations Unies, de renforcer sa coopération avec toutes les autres entités du système des Nations Unies au niveau des pays et au regard du plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable afin d'améliorer la cohérence des activités de communication et d'éviter les doubles emplois et, à cet égard, constate que la réforme de l'Organisation des Nations Unies en cours prévoit, entre autres, l'intégration des centres d'information des Nations Unies dans le système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents afin que la communication relative à des questions locales et mondiales concernant l'Organisation se fasse de manière coordonnée, cohérente et stratégique à l'échelle du système et par l'intermédiaire de tous les centres d'information, y compris le Centre régional d'information des Nations Unies, compte tenu également des nouveaux besoins et contributions au niveau des pays, et prie le Secrétaire général de faire figurer dans son prochain rapport des informations détaillées sur ce processus ;

64. *Souligne* qu'il importe de prendre en compte les besoins et les intérêts particuliers des pays en développement dans le domaine des technologies de l'information et des communications, afin d'assurer la libre circulation de l'information et du savoir dans ces pays ;

65. *Souligne également* qu'il importe de mettre en œuvre le Programme 2030 à tous les niveaux et, à cet égard, demande en outre au Département de la communication globale de coopérer avec d'autres entités des Nations Unies au niveau des pays, par l'intermédiaire des centres d'information des Nations Unies, selon qu'il conviendra et en particulier dans les pays en développement, pour faire en sorte que les populations disposent des informations et des connaissances nécessaires concernant les objectifs de développement durable ;

66. *Souligne en outre* qu'il importe de renforcer les activités d'information que mène l'Organisation à l'intention des États Membres qui demeurent en dehors du réseau de centres d'information des Nations Unies, par l'intermédiaire des bureaux de coordonnatrices et coordonnateurs résidents, conformément au mécanisme établi dans le cadre de la réforme du système des Nations Unies pour le développement entre le Département de la communication globale et le système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents, l'objectif étant d'appuyer les activités de communication, et encourage le Secrétaire général, dans le cadre de la rationalisation, à étendre les services du réseau de centres d'information à ces États Membres ;

67. *Souligne* que le Département de la communication globale devrait continuer de revoir l'affectation des ressources humaines et financières aux centres d'information des Nations Unies dans les pays en développement, en tenant compte des besoins particuliers des pays les moins avancés à cet égard, et prie le Secrétaire général de faire figurer dans son prochain rapport des informations complètes sur le fonctionnement des centres d'information des Nations Unies, y compris les résultats de l'examen de l'affectation des ressources humaines et financières aux centres d'information des Nations Unies et les éventuelles mesures à prendre pour améliorer le fonctionnement de ces centres dans les pays en développement ;

68. *Apprécie* le soutien fourni par certains États Membres, dont des pays en développement, qui ont notamment proposé de mettre des locaux à la disposition des centres d'information des Nations Unies à titre gracieux, compte tenu du manque de crédits, tout en gardant à l'esprit qu'un tel soutien ne devrait pas se substituer à l'allocation des ressources financières voulues aux centres d'information dans le cadre du budget-programme de l'Organisation ;

69. *Prend note* de l'action menée par le Secrétariat pour dissiper l'inquiétude manifestée par de nombreux États Membres en ce qui concerne les effets des mesures que celui-ci a prises ces dernières années au sujet des centres d'information du Caire, de Mexico, de Pretoria et de Rio de Janeiro (Brésil), entre autres, et prie le Secrétaire général d'envisager et de rendre compte des moyens de renforcer ces centres et d'autres centres, notamment en Afrique, en gardant à l'esprit la nécessité de rester dans les limites des ressources existantes ;

70. *Prend note également* des discussions entre le Département de la communication globale et le Gouvernement angolais au sujet de la création d'un centre d'information des Nations Unies à Luanda afin de contribuer à la prise en compte des besoins des pays lusophones d'Afrique, et prie de nouveau le Secrétaire général, agissant en coordination avec le Gouvernement angolais, d'accélérer la création et la mise en service du centre de Luanda et de rendre compte au Comité de l'information, à sa quarante-cinquième session, des progrès réalisés à cet égard ;

III

Services de communication stratégique

71. *Réaffirme* le rôle des services de communication stratégique, qui est d'énoncer et de diffuser le message de l'Organisation des Nations Unies en élaborant des stratégies de communication, en mettant globalement l'accent sur le multilinguisme dès le stade de la planification, en étroite collaboration avec les départements organiques, les fonds et programmes des Nations Unies et les institutions spécialisées, dans le strict respect de leur mandat et conformément aux priorités fixées par le Comité de l'information ;

72. *Estime* que le réseau de centres d'information des Nations Unies, en particulier dans les pays en développement, devrait continuer à renforcer ses résultats et à intensifier ses activités, notamment en soutenant la communication stratégique, et demande au Secrétaire général de rendre compte au Comité de l'information à ses futures sessions de l'action menée en ce sens ;

73. *Encourage* le Département de la communication globale, agissant en coordination avec le Département des opérations de paix et le Département de l'appui opérationnel du Secrétariat, à mettre à jour la politique de 2017 sur la communication stratégique et l'information, en gardant à l'esprit le rôle essentiel que joue la communication stratégique dans l'exécution effective des mandats de maintien de la paix et en étant conscient des risques que la désinformation et la mésinformation font peser sur l'exécution des mandats des opérations de maintien de la paix des Nations Unies et sur la sûreté et la sécurité des membres de leur personnel, en particulier ceux qui opèrent dans des situations complexes, multidimensionnelles et difficiles ;

Campagnes de publicité

74. *Note avec satisfaction* l'action menée par le Département de la communication globale pour promouvoir, grâce à ses campagnes, des sujets importants pour la communauté internationale et demande au Département, agissant en coopération avec les pays concernés et les organismes et organes compétents des Nations Unies, de continuer de prendre les mesures voulues pour sensibiliser

davantage l'opinion mondiale à des questions telles que la consolidation du multilatéralisme, les crises et les besoins humanitaires sans précédent dans le monde, le Programme 2030, la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, la réforme de l'Organisation des Nations Unies, l'élimination de la pauvreté, le développement urbain durable, la conservation et l'utilisation durable des océans, des mers et de leurs ressources aux fins du développement durable, les changements climatiques, la gestion durable des forêts, la lutte contre la désertification, la préservation de la diversité biologique et d'autres questions liées à l'environnement, la prévention des conflits, le maintien de la paix, la consolidation de la paix, la pérennisation de la paix, les réfugiés et les migrants, les personnes déplacées de force par des conflits et par d'autres événements constitutifs de violations des droits humains et du droit international, la culture et le développement, le désarmement, la décolonisation, les droits humains, notamment l'égalité des genres et les droits des enfants, des personnes handicapées et des travailleurs migrants, la coordination stratégique des secours humanitaires, en particulier en cas de catastrophe naturelle et d'autres crises, les maladies transmissibles ou non transmissibles, les besoins du continent africain, le partenariat stratégique entre l'Union africaine et l'Organisation des Nations Unies, la nature de la situation économique et sociale critique en Afrique et les priorités du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique¹⁴, les besoins particuliers des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral, des petits États insulaires en développement et des pays ayant rempli les conditions requises pour quitter la catégorie des pays les moins avancés, l'importance de la coopération internationale pour lutter contre les flux financiers illicites et les activités qui les sous-tendent telles que la corruption, les malversations, la fraude, notamment fiscale, le recours aux paradis fiscaux qui incitent à transférer à l'étranger les avoirs volés, le blanchiment d'argent et l'exploitation illégale des ressources naturelles, l'identification, le gel et le recouvrement des avoirs volés et leur restitution aux pays d'origine, dans l'esprit de la Convention des Nations Unies contre la corruption¹⁵, la lutte contre la traite d'êtres humains et l'esclavage moderne, la lutte contre le commerce transnational illicite, notamment du patrimoine culturel, le mémorial permanent et la commémoration des victimes de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves, la lutte contre le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, l'idée d'un monde opposé à la violence et à l'extrémisme violent, le dialogue entre les civilisations, la culture de paix et de tolérance, les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl et la prévention du génocide ;

75. *Demande* au Secrétariat, en particulier au Département de la communication globale, de contribuer à marquer les journées et autres célébrations internationales qu'elle a instituées, et lui demande également de participer aux activités de sensibilisation à ces manifestations et à leur promotion, le cas échéant, sans que cela ait d'incidences financières, en application de ses résolutions portant sur la question et en coopération avec les institutions spécialisées chargées de les organiser, selon qu'il convient ;

76. *Demande* au Département de la communication globale et à son réseau de centres d'information des Nations Unies de sensibiliser le public à tous les sommets et à toutes les conférences internationales et réunions de haut niveau convoquées par elle et de participer à une campagne globale et multilingue de promotion de ces réunions et d'assurer la couverture médiatique de manière égale pour chacune d'entre elles, y compris pour celles qui se tiendront en 2022 ;

77. *Note* que 2023 marque le soixante-quinzième anniversaire de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, adoptée le

¹⁴ A/57/304, annexe.

¹⁵ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2349, n° 42146.

9 décembre 1948¹⁶, ainsi que de la Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée le 10 décembre 1948¹⁷, et demande au Département de la communication globale de sensibiliser le public et de diffuser des informations sur ces instruments relatifs aux droits humains ;

78. *Apprécie* les efforts de communication déployés par le Département de la communication globale pour promouvoir les conférences des Parties chargées d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et les processus préparatoires, en particulier l'élaboration de divers contenus multimédias, y compris des vidéos, des images et des graphiques, pour promouvoir les conférences et les questions soumises à leur examen dans les six langues officielles de l'Organisation, et encourage à cet égard le Département à poursuivre cette pratique et à promouvoir les réunions de haut niveau, y compris en recourant, selon que de besoin, aux médias traditionnels et aux nouveaux médias, comme les réseaux sociaux ;

79. *Rappelle* sa résolution 75/267 sur la Semaine mondiale de l'éducation aux médias et à l'information et demande au Département de la communication globale et à son réseau de centres d'information des Nations Unies de la célébrer de la manière qu'ils jugeront la plus appropriée, notamment en s'attachant à organiser des célébrations, des activités pédagogiques et des activités de sensibilisation du public qui s'attaquent à la question de la désinformation et de la mésinformation, dans la limite des ressources dont ils disposent ;

80. *Rappelle également* sa résolution 76/227 du 24 décembre 2021 intitulée « Combattre la désinformation pour promouvoir et protéger les droits humains et les libertés fondamentales » et la résolution 49/21 du Conseil des droits de l'homme, en date du 1^{er} avril 2022, sur le rôle des États dans la lutte contre les effets négatifs de la désinformation sur l'exercice et la réalisation des droits de l'homme, et exhorte toutes les parties prenantes à promouvoir l'éducation aux médias et à l'information de manière à autonomiser toutes les personnes et à faciliter l'inclusion numérique et la connectivité mondiale, et à concourir à la lutte contre la désinformation, dans les limites des ressources dont elles disposent ;

81. *Demande* au Département de la communication globale et à son réseau de centres d'information des Nations Unies de continuer de sensibiliser le public et de diffuser des informations, d'une manière qui soit sans incidences financières, au sujet de la troisième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme qu'elle a proclamée dans sa résolution 75/123 du 10 décembre 2020 ;

82. *Rappelle* ses résolutions 68/237 du 23 décembre 2013 et 69/16 du 18 novembre 2014 sur la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine et demande au Département de la communication globale et à son réseau de centres d'information des Nations Unies de continuer de sensibiliser le public et de diffuser des informations, d'une manière qui soit sans incidences financières, au sujet de la Décennie, conformément au programme d'activités relatives à la Décennie qu'elle a adopté¹⁸ ;

83. *Rappelle également* sa résolution 72/239 du 20 décembre 2017 sur la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale (2019-2028) et demande au Département de la communication globale et à son réseau de centres d'information des Nations Unies de sensibiliser le public et de diffuser des informations sur la Décennie ;

¹⁶ Résolution 260 A (III), annexe.

¹⁷ Résolution 217 A (III).

¹⁸ Résolution 69/16, annexe.

84. *Rappelle en outre* sa résolution 74/135 du 18 décembre 2019, dans laquelle elle a proclamé la période 2022-2032 Décennie internationale des langues autochtones, et demande au Département de la communication globale et à son réseau de centres d'information des Nations Unies d'appeler l'attention sur la catastrophe que représente la disparition des langues autochtones et sur l'impérieuse nécessité de préserver, de revitaliser et de promouvoir ces langues ;

85. *Se félicite* de la déclaration politique adoptée au Sommet de la paix Nelson Mandela, tenu le 24 septembre 2018¹⁹ à l'occasion du centenaire de la naissance de Nelson Mandela et lors duquel la période 2019-2028 a été proclamée Décennie Nelson Mandela pour la paix, et demande à cet égard au Département de la communication globale de sensibiliser le public et de diffuser des informations sur la Décennie ;

86. *Rappelle* sa résolution 72/72 du 5 décembre 2017 dans laquelle elle a proclamé 2022 Année internationale de la pêche et de l'aquaculture artisanales, sa résolution 75/279 du 18 mai 2021 dans laquelle elle a proclamé 2022 Année internationale du verre, sa résolution 76/14 du 2 décembre 2021 dans laquelle elle a proclamé 2022 Année internationale des sciences fondamentales pour le développement durable et sa résolution 76/129 du 16 décembre 2021 dans laquelle elle a proclamé 2022 Année internationale du développement durable dans les régions montagneuses, et demande au Département de la communication globale et à son réseau de centres d'information des Nations Unies de sensibiliser le public et de diffuser des informations sur ces années internationales ;

87. *Souligne* combien il importe que le Département de la communication globale intègre le multilinguisme dans la planification et la mise en œuvre de campagnes de publicité, notamment en concevant des logotypes et des logos ISO dans différentes langues, le cas échéant, ainsi qu'en utilisant des mots-dièse pour les campagnes menées dans les médias sociaux dans plusieurs langues, compte tenu des besoins des publics cibles ;

88. *Encourage* le Département de la communication globale à nouer des partenariats avec le secteur privé et les organisations compétentes qui font la promotion des langues officielles de l'Organisation des Nations Unies et d'autres langues le cas échéant, afin de faire connaître les activités de l'Organisation sans que cela ait d'incidences financières, et à rendre compte à ce sujet au Comité de l'information à sa quarante-cinquième session, et se félicite à cet égard du partenariat avec des compagnies aériennes qui proposent à leurs passagers, durant les vols, des émissions sur les activités de l'Organisation ;

Rôle du Département de la communication globale dans les opérations de maintien de la paix, les missions politiques spéciales et les activités de consolidation de la paix des Nations Unies

89. *Prie* le Secrétariat de continuer de veiller à ce qu'un rôle actif soit dévolu au Département de la communication globale auprès des opérations de maintien de la paix et des missions politiques spéciales dès la phase de planification et à toutes les étapes ultérieures, à la faveur de consultations et d'activités de coordination avec les autres départements et bureaux du Secrétariat, en particulier le Département des opérations de paix, le Département de l'appui opérationnel, le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et le Bureau d'appui à la consolidation de la paix ;

¹⁹ Résolution 73/1.

90. *Salue* la coordination entre le Département de la communication globale et les départements compétents de l'Organisation des Nations Unies aux fins de la diffusion d'informations sur l'initiative « Action pour le maintien de la paix » du Secrétaire général ainsi que sur les progrès de sa mise en œuvre, en tenant compte des vues exprimées par les États Membres ;

91. *Prie* le Département de la communication globale, le Département des opérations de paix, le Département de l'appui opérationnel, le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et le Bureau d'appui à la consolidation de la paix de poursuivre leur coopération en vue de mieux faire connaître les nouvelles réalités, les succès remportés et les problèmes rencontrés dans les opérations de maintien de la paix, en particulier les opérations pluridimensionnelles et complexes, pour ce qui est de la prévention et le règlement des conflits et la consolidation de la paix et dans les missions politiques spéciales, et les invite de nouveau à élaborer et à appliquer une vaste stratégie de communication sur les enjeux auxquels les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, les pays inscrits à l'ordre du jour de la Commission de la consolidation de la paix et les missions politiques spéciales doivent actuellement faire face, en concertation avec les États Membres s'il y a lieu ;

92. *Se félicite* du processus engagé afin que la vaccination contre la COVID-19 soit accessible à l'ensemble du personnel des Nations Unies, partout dans le monde, notamment aux membres du personnel en tenue déployés dans les missions de maintien de la paix et les missions politiques spéciales, au moyen de vaccins sûrs et efficaces, et de l'appui des États Membres à cet effort et, à cet égard, demande au Département de la communication globale de veiller à ce qu'une campagne d'information soit planifiée, parallèlement au lancement de la campagne de vaccination, de façon à éviter toute mésinformation ou réaction négative de la part des populations locales ;

93. *Encourage* le Département de la communication globale à envisager de diffuser une publication appropriée ou d'autres communications pertinentes sur la contribution et les activités en cours des opérations de maintien de la paix en coordination avec les entités compétentes des Nations Unies à l'occasion de la Journée internationale des Casques bleus des Nations Unies le 29 mai ;

94. *Souligne* qu'il importe de renforcer la capacité du Département de la communication globale d'informer le public sur les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales, ainsi que son rôle, en coopération étroite avec le Département des opérations de paix, le Département de l'appui opérationnel et le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix, dans la sélection du personnel du service d'information pour les opérations ou missions de maintien de la paix des Nations Unies et, à cet égard, invite le Département de la communication globale à détacher des fonctionnaires de l'information ayant les qualifications requises pour assumer les tâches propres aux opérations et aux missions politiques spéciales, en tenant compte du principe de la répartition géographique équitable, conformément au paragraphe 3 de l'Article 101 du Chapitre XV de la Charte, et à prendre en considération, le cas échéant, les avis exprimés, en particulier par les pays hôtes ;

95. *Se déclare profondément préoccupée* par les attaques perpétrées contre les soldats de la paix et d'autres membres du personnel des Nations Unies sur le terrain, demande instamment au Département de la communication globale d'améliorer encore ses stratégies de communication pour contrer la propagande anti-Organisation des Nations Unies, qui peut être à l'origine de telles attaques, en coordination avec les départements et les missions des Nations Unies concernés, et prie le Secrétaire

général de faire le point sur cette question dans le prochain rapport qu'il soumettra au Comité de l'information ;

96. *Demande* au Département de la communication globale de coordonner avec le Département de l'appui opérationnel et le Département des opérations de paix les activités de sensibilisation à la réduction de l'empreinte écologique sur le terrain dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie environnementale pour les opérations de paix ;

97. *Souligne* l'importance du portail des opérations de maintien de la paix sur le site Web de l'Organisation et prie le Secrétariat de poursuivre ses efforts pour soutenir l'exécution des mandats des missions de maintien de la paix en développant et en tenant à jour leur site Web et de veiller à ce que leurs stratégies de communication soient adaptées en fonction des gouvernements hôtes, des populations locales, des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police et des autres parties concernées ;

98. *Se félicite* des campagnes de publicité du Département de la communication globale mettant en avant les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police, et encourage le Département à élaborer des stratégies de communication plus efficaces et intégrées afin de mettre en valeur d'une manière équitable les contributions de chacun des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police ;

99. *Encourage* le Département de la communication globale à rendre hommage aux soldats et soldats qui ont rempli leurs fonctions au péril de leur vie au cours de la pandémie et à celles et ceux qui ont consenti le sacrifice ultime au service de la paix, prenant ainsi acte des efforts faits par les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police ;

100. *Demande* au Département de la communication globale, dans le cadre de l'action de promotion qu'il entreprend pour faire connaître les activités de maintien de la paix des Nations Unies, de mettre l'accent sur les travaux et le mandat du Comité spécial des opérations de maintien de la paix ;

101. *Rappelle* ses résolutions [62/214](#) du 21 décembre 2007 sur la Stratégie globale d'aide et de soutien aux victimes d'actes d'exploitation ou d'agression sexuelles commis par des membres du personnel des Nations Unies ou du personnel apparenté, [70/286](#) du 17 juin 2016 sur les questions transversales, [75/321 du 2 septembre 2021](#) sur l'action de l'Organisation des Nations Unies concernant l'exploitation et les atteintes sexuelles, [75/132](#) du 15 décembre 2020 sur la responsabilité pénale des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies et [75/281](#) du 24 mai 2021 sur l'étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects, prend acte du rapport du Secrétaire général²⁰ et des résolutions [2242 \(2015\)](#) du 13 octobre 2015 et [2272 \(2016\)](#) du 11 mars 2016 du Conseil de sécurité, prie le Département de la communication globale, le Département des opérations de paix, le Département de l'appui opérationnel, le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et le Bureau d'appui à la consolidation de la paix de poursuivre leur coopération dans la mise en œuvre d'un programme efficace de communication pour expliquer la politique de tolérance zéro de l'Organisation à l'égard de l'exploitation et des atteintes sexuelles, conformément aux objectifs énoncés dans les résolutions susmentionnées, et de tenir le public au courant de la suite donnée à toutes les affaires dans lesquelles sont impliqués des membres du personnel des Nations Unies ou du personnel apparenté, y compris les affaires pour lesquelles il a été établi que les accusations n'étaient pas

²⁰ [A/76/702](#).

fondées en droit, prie les Départements et le Bureau de tenir le public informé des mesures prises pour protéger les droits des victimes et apporter aux témoins un soutien adapté, conformément à la Stratégie globale d'aide et de soutien aux victimes d'actes d'exploitation ou d'agression sexuelles commis par des membres du personnel des Nations Unies ou du personnel apparenté, et souligne qu'il importe que le Département de la communication globale fasse connaître le projet d'accord entre le Secrétariat et les pays fournisseurs de contingents à cet égard, ainsi que toutes les activités se rapportant au cercle de dirigeantes et de dirigeants ;

102. *Note* l'importance des activités de communication et de diffusion d'informations engagées dans le cadre de la pérennisation de la paix et des efforts de consolidation de la paix, en particulier les activités de consolidation de la paix menées par les missions de maintien de la paix, les réunions et les activités de la Commission de consolidation de la paix, des formations par pays, du Bureau d'appui à la consolidation de la paix et du Fonds pour la consolidation de la paix, et demande au Département de la communication globale de coopérer plus étroitement avec ces entités à cet égard, notamment en faisant davantage usage des médias sociaux dans les limites des ressources existantes, afin d'élargir la portée de leurs importants travaux et d'encourager les pays à les prendre en main ;

Rôle du Département de la communication globale dans le renforcement du dialogue entre les civilisations et de la culture de la paix en tant que moyen de promouvoir l'entente entre les nations

103. *Rappelle* ses résolutions sur le dialogue entre les civilisations et la culture de la paix, et demande au Département de la communication globale, tout en veillant à la pertinence et à la validité des thèmes retenus pour les campagnes de publicité portant sur cette question, de continuer d'apporter l'appui nécessaire à la diffusion d'informations sur le dialogue entre les civilisations et la culture de la paix, ainsi que sur l'Alliance des civilisations, et de prendre les mesures requises pour promouvoir la culture de dialogue entre les civilisations, l'idée d'un monde opposé à la violence et à l'extrémisme violent qu'elle appelle de ses vœux dans sa résolution 72/241 du 20 décembre 2017 ainsi que l'entente entre les cultures, la tolérance, le respect des religions ou des croyances et la liberté de religion ou de croyance, de même que la jouissance effective par chacun des droits humains et des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, y compris le droit au développement, et demande au Secrétariat de faire un exposé sur les mesures prises pour diffuser des informations concernant le dialogue entre les civilisations et la culture de la paix, avant la prochaine session du Comité de l'information ;

104. *Invite* le système des Nations Unies, en particulier le Département de la communication globale, à continuer d'encourager et de faciliter le dialogue entre les civilisations et à définir les moyens de promouvoir ce dialogue dans le cadre des activités que mènent les organismes des Nations Unies dans différents domaines, en tenant compte du Programme d'action du Programme mondial pour le dialogue entre les civilisations²¹ ;

105. *Rappelle* sa résolution 69/312 du 6 juillet 2015, dans laquelle elle a salué les succès enregistrés par l'Alliance des civilisations de l'Organisation des Nations Unies et l'action menée par le Haut-Représentant des Nations Unies pour l'Alliance des civilisations, ainsi que les déclarations adoptées par les Forums de l'Alliance des civilisations²², et se félicite du soutien constant que le Département de la

²¹ Résolution 56/6, sect. B.

²² Madrid (Espagne) ; Istanbul (Turquie) ; Rio de Janeiro (Brésil) ; Doha (Qatar) ; Vienne (Autriche) ; Bali (Indonésie) ; et Bakou (Azerbaïdjan).

communication globale accorde au travail de l'Alliance, notamment à ses projets en cours ;

106. *Apprécie et encourage* les diverses initiatives prises aux niveaux local, national, régional et international pour renforcer le dialogue, l'entente et la coopération entre les religions et les cultures et resserrer les liens entre les peuples ;

IV

Services d'information

107. *Souligne* que l'objectif premier des services fournis par le Département de la communication globale est de publier en temps voulu, en utilisant différents supports et formules comme la presse écrite, la radio, la télévision et Internet et notamment les médias sociaux, des nouvelles et des informations exactes, objectives, basées sur des faits et nuancées émanant du système des Nations Unies et destinées aux médias libres, indépendants, pluralistes et diversifiés et à d'autres publics dans le monde, l'accent étant mis sur le multilinguisme dès le stade de la planification, et demande de nouveau au Département de faire en sorte que les dernières nouvelles et les flashes d'information soient exacts, impartiaux et objectifs tout en veillant au respect des normes éditoriales qu'il a établies ;

108. *Encourage* le Secrétaire général à amorcer les préparatifs d'un code de conduite mondial visant à promouvoir l'intégrité de l'information publique selon une approche intégrée qui associe toutes les parties concernées, dans les limites des ressources existantes ;

109. *Apprécie* les mesures prises par le Département de la communication globale pour inclure et regrouper des informations et des contenus multimédias sur le portail en ligne coordonné et centralisé ONU Info, qui propose des contenus aux formats classique ou numérique dans les six langues officielles et en hindi, portugais et swahili, et prie à cet égard le Secrétariat de continuer d'appuyer ces efforts en visant à ce que les contenus proposés dans le cadre de ces services soient diffusés de manière équitable dans toutes les langues officielles, ainsi qu'en portugais et swahili, notamment en favorisant le partage des meilleures pratiques au sein des services linguistiques ;

110. *Constate* le rôle important des services télévisuels et vidéo fournis par le Département de la communication globale, et prend note des mesures prises récemment pour mettre en ligne des vidéos de qualité professionnelle qui peuvent être retransmises ou téléchargées par les petites stations de télévision n'ayant pas accès aux liaisons satellitaires ;

Moyens traditionnels de communication

111. *Se félicite* des efforts soutenus que déploie la Radio des Nations Unies, qui figure parmi les moyens de communication traditionnels de très grande portée les plus efficaces dont le Département de la communication globale dispose et constitue un instrument important pour les activités de l'Organisation des Nations Unies, pour faire en sorte que ses émissions multilingues sur les activités de l'Organisation soient plus d'actualité, mieux présentées et davantage ciblées sur des thèmes précis et pour assurer la plus large diffusion possible de ses émissions auprès des médias en utilisant les formules et les supports les plus adaptés, et prie le Département de poursuivre la production et la diffusion d'émissions, selon les besoins des clients ;

112. *Se félicite également* des mesures prises par le Département de la communication globale pour fournir des programmes directement aux stations de radiodiffusion du monde entier dans les six langues officielles, ainsi qu'en bengali, en hindi, en ourdou, en portugais, en swahili et dans d'autres langues et, à cet égard,

prie le Secrétaire général de présenter en détail, dans son rapport au Comité de l'information, les partenariats établis avec les stations de radiodiffusion et des données statistiques concernant l'effet multiplicateur de ces accords sur l'audience potentielle ;

113. *Prie* le Département de la communication globale de continuer à nouer des partenariats avec les médias locaux, nationaux et régionaux (presse écrite, audiovisuel et publication en ligne) afin de propager le message de l'Organisation de manière fidèle et impartiale aux quatre coins du monde, et prie la Division de l'information et des médias du Département de continuer à tirer pleinement parti des technologies et équipements modernes ;

114. *Se félicite* de l'achèvement de l'inventaire des 68 premières années d'histoire audiovisuelle de l'Organisation et, consciente de l'importance des archives audiovisuelles de cette dernière, souligne qu'il est urgent de numériser les 40 pour cent restants des archives pour empêcher que ces pièces historiques uniques ne se détériorent davantage, encourage le Département de la communication globale à mettre en place à titre prioritaire des accords de collaboration aux fins de la numérisation de ces archives qui permettent d'en préserver le caractère multilingue et n'aient pas d'incidences financières, et à faire rapport à ce sujet au Comité de l'information à sa quarante-cinquième session, et rappelle à cet égard la contribution d'Oman ;

115. *Prend note*, à ce propos, du projet de stratégie de numérisation des archives audiovisuelles des Nations Unies en vue d'en assurer la préservation, la disponibilité et la gestion à long terme²³, et prie le Département de la communication globale de présenter aux organes compétents, pour examen, une version révisée et mise à jour de la proposition détaillée portant sur la numérisation de l'ensemble des fonds audiovisuels restants dans la limite des ressources existantes et de rendre compte des efforts et des plans visant à solliciter des contributions volontaires destinées à financer la numérisation, le stockage et la conservation à long terme des archives audiovisuelles ;

Site Web de l'Organisation des Nations Unies et médias sociaux

116. *Réaffirme* que le site Web de l'Organisation des Nations Unies est un outil essentiel pour les États Membres, ainsi que pour le grand public, les médias, les organisations non gouvernementales et les établissements d'enseignement et, à cet égard, réaffirme également que le Département de la communication globale doit s'employer constamment à renforcer son action pour le tenir à jour et l'améliorer ;

117. *Note* que les sites Web de l'Organisation et ses comptes sur les médias sociaux offrent des contenus numériques multilingues et multimédias en intégrant des éléments écrits, oraux et visuels dans toutes les langues officielles, et encourage le Département de la communication globale à œuvrer dans ce sens ;

118. *Se félicite* des mesures prises par le Secrétariat pour satisfaire aux exigences d'accessibilité essentielles et permettre aux personnes handicapées d'avoir accès à l'Organisation, y compris grâce aux travaux du Centre d'accessibilité du Siège, et de participer physiquement ou en ligne à ses activités, demande au Département de la communication globale de continuer à mettre toutes les pages du site Web créées ou mises à jour en conformité avec les critères voulus pour les rendre accessibles aux personnes atteintes de différents types de handicap, et engage à cet égard le Département de la communication globale et le Département de l'Assemblée

²³ A/AC.198/2014/3, annexe.

générale et de la gestion des conférences à resserrer leur coopération et à rechercher d'éventuelles synergies ;

119. *Constate* que la pandémie de COVID-19 accentue les inégalités préexistantes et que les personnes en situation de handicap sont touchées de façon disproportionnée par les effets de la pandémie et encourage à cet égard le Département de la communication globale à continuer de promouvoir l'étude, la mise au point, la production et la diffusion de systèmes et technologies de l'information et de la communication à un stade précoce, de façon à en assurer l'accessibilité à un coût minimal ;

120. *Rappelle* le lancement de la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap en 2019 et se félicite de l'élaboration des lignes directrices pour l'inclusion du handicap dans les communications du système des Nations Unies, qui fournissent des orientations sur la manière de créer des contenus inclusifs et accessibles, et prie le Secrétaire général de rendre compte au Comité de l'information, à sa quarante-cinquième session, des progrès accomplis à cet égard ;

121. *Réaffirme* la nécessité d'assurer l'égalité parfaite des six langues officielles sur tous les sites Web de l'Organisation et prie instamment le Secrétaire général, dans la limite des ressources existantes et de façon équitable, de redoubler d'efforts pour développer, gérer et tenir à jour les sites Web multilingues de l'Organisation, y compris la télévision en ligne des Nations Unies, son contenu et ses métadonnées vidéo, et sa propre page Web dans un souci d'équilibre entre toutes les langues officielles ;

122. *Constate avec préoccupation* que le développement multilingue du site Web de l'Organisation et son enrichissement dans certaines langues officielles ont progressé bien plus lentement que prévu et, à ce propos, prie instamment le Département de la communication globale de renforcer, en coordination avec les bureaux auteurs, les dispositions prises pour atteindre l'égalité parfaite entre les six langues officielles sur le site ;

123. *Rappelle* le paragraphe 42 de sa résolution [73/346](#), note avec préoccupation le décalage entre l'anglais et les autres langues sur les sites Web qui sont administrés par le Secrétariat, exhorte le Secrétaire général à encadrer l'action menée par l'ensemble des bureaux et départements du Secrétariat pour remédier concrètement à ces disparités, et demande à cet égard à toutes les parties prenantes, y compris au Département de la communication globale, aux entités auteurs et au Bureau de l'informatique et des communications du Secrétariat, de poursuivre leur collaboration, conformément à leur mandat, pour parvenir à l'égalité parfaite des six langues officielles sur tous les sites Web de l'Organisation créés et administrés par le Secrétariat et ses diverses entités, dans le plein respect des principes énoncés en matière de multilinguisme et des résolutions adoptées sur cette question, ainsi que de celles relatives à l'accès des personnes handicapées, en faisant tout leur possible pour traduire les documents qui ne sont actuellement disponibles qu'en anglais et en fournissant aux bureaux et départements des solutions techniques respectant le principe d'égalité, dans les limites des ressources disponibles ;

124. *Prie de nouveau* le Secrétaire général de faire en sorte que les ressources humaines et financières du Département de la communication globale affectées au site Web de l'Organisation et aux médias sociaux soient équitablement réparties entre toutes les langues officielles afin que les activités de communications soient menées à bien dans le plein respect des besoins et des particularités de chacune d'entre elles, en veillant à ce que le contenu du site et l'information diffusée sur les médias sociaux soient à jour et exacts ;

125. *Se félicite* des accords de coopération que le Département de la communication globale a conclus avec des établissements universitaires pour accroître le nombre de pages Web disponibles dans des langues officielles et d'autres langues, et prie le Secrétaire général, agissant de concert avec les bureaux auteurs, d'étendre cette pratique à toutes les langues officielles de l'Organisation, dans un souci d'économie et sans perdre de vue la nécessité de se conformer aux normes et directives de l'Organisation ;

126. *Demande* au Département de la communication globale de faire en sorte, dans la mesure du possible, compte tenu des ressources existantes, que les normes minimales pour le multilinguisme qu'il a élaborées et qui servent de guide aux développeurs Web et aux administrateurs de sites garantissent que toutes les langues officielles de l'Organisation soient employées de façon équitable sur les sites Web ayant pour nom de domaine un.org, continuent d'être étoffées et mises à jour et soient appliquées de manière cohérente dans toutes les entités du Secrétariat et les unités qui les composent, et encourage le Département à envisager des moyens possibles d'appliquer ces normes aux sites Web ayant d'autres noms de domaine, sans que cela ait d'incidences financières et dans les limites des ressources existantes ;

127. *Souhaite* que continuent d'être diffusées en direct ses séances publiques, celles de ses organes subsidiaires, celles du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires ainsi que celles du Conseil de sécurité bénéficiant de services d'interprétation, et prie le Secrétariat de tout faire pour donner accès sans restriction, dans toutes les langues officielles, aux archives vidéo de toutes les séances publiques officielles ayant bénéficié de services d'interprétation, dans le strict respect du principe d'égalité parfaite des six langues officielles de l'Organisation, l'objectif étant de favoriser la transparence et le respect du principe de responsabilité dans l'Organisation, demande à cet égard que le Département de la communication globale, le Bureau de l'informatique et des communications et le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences étudient ensemble, sans que cela ait d'incidences financières, des solutions techniques économiques permettant de faire en sorte que, sur le site Web de l'Organisation, les archives vidéo soient également accessibles dans leur version intégrale et soient faciles à trouver et à exploiter dans toutes les langues officielles, et prie le Secrétaire général de rendre compte des progrès accomplis à cet égard au Comité de l'information à sa quarante-cinquième session ;

128. *Réaffirme* qu'il est nécessaire de renforcer constamment l'infrastructure technologique du Département de la communication globale, y compris les centres d'information des Nations Unies, de façon à accroître leur rayonnement et de continuer d'apporter des améliorations au site Web de l'Organisation sans que cela ait d'incidences financières ;

129. *Engage* le Département de la communication globale, en collaboration avec le Bureau de l'informatique et des communications, à poursuivre ses efforts pour faire en sorte que les infrastructures technologiques de l'Organisation et les applications d'appui soient totalement compatibles avec les systèmes d'écriture latins, non latins et bidirectionnels, afin d'améliorer l'égalité entre toutes les langues officielles sur le site Web de l'Organisation ;

130. *Sait* que les médias sociaux deviennent un moyen incontournable pour toucher le plus grand nombre de personnes possible, se félicite à cet égard de la popularité croissante, toutes langues confondues, des comptes officiels de l'Organisation sur les médias sociaux et engage le Département de la communication globale à continuer, dans les limites des ressources existantes, d'élargir son activité multilingue sur l'ensemble des plateformes, y compris celles qui présentent une tendance à la croissance, notamment les nouvelles plateformes de médias sociaux, en

informant régulièrement le public des travaux et des priorités de l'Organisation dans les six langues officielles, ainsi que dans d'autres langues selon qu'il convient ;

131. *Souligne* qu'il importe que, dans le cadre de l'exécution de sa stratégie en faveur du multilinguisme dans les médias sociaux, le Département de la communication globale garantisse l'égalité parfaite des langues officielles de l'Organisation et, à cet égard, souligne qu'il convient, au cours des campagnes de l'Organisation sur les médias sociaux, d'utiliser un contenu adapté à chaque langue, notamment des mots-dièse et autres étiquettes, et prie le Secrétaire général de rendre compte au Comité de l'information, à sa quarante-cinquième session, des données analytiques disponibles pour chacune des langues officielles ainsi qu'en hindi, portugais et swahili, concernant la fréquentation des comptes gérés par le Secrétariat sur ces médias ;

132. *Rappelle* que, au paragraphe 41 de sa résolution 73/346, elle s'est félicitée que le Secrétaire général se soit de nouveau employé à réaliser une nouvelle étude d'ensemble des sites Web de l'Organisation, laquelle présentait notamment l'état du contenu des sites Web dans des langues non officielles, et a pris note avec satisfaction des idées novatrices, des synergies potentielles et des autres mesures sans incidence sur les coûts que le Secrétaire général avait proposées dans son rapport sur le multilinguisme²⁴ pour contribuer de façon plus large au développement et à l'enrichissement multilingues des sites Web de l'Organisation, selon qu'il conviendrait, et prie le Secrétaire général de lui présenter, à sa soixante-dix-huitième session, une version actualisée de cette étude ;

V

Services de bibliothèque

133. *Se félicite* des mesures prises par le Département de la communication globale pour appliquer les recommandations stratégiques formulées par le groupe de travail sur l'amélioration des services de partage du savoir et de bibliothèque électronique dans le cadre des grandes orientations fixées pour la Bibliothèque Dag Hammarskjöld à l'horizon 2025 ;

134. *Apprécie* les mesures prises par la Bibliothèque Dag Hammarskjöld et les autres bibliothèques du Secrétariat, membres du Comité directeur chargé des bibliothèques de l'Organisation des Nations Unies, pour la présentation du texte de la Promesse de New York visant à mobiliser les bibliothèques de l'Organisation des Nations Unies en faveur du Programme de développement durable à l'horizon 2030, et demande aux autres bibliothèques du Secrétariat de coopérer sur un plan concret avec la Bibliothèque Dag Hammarskjöld afin de concevoir des services de bibliothèque et de partage du savoir ainsi que des plateformes électroniques modernes, sans que cela ait d'incidences financières ;

135. *Réaffirme* qu'il importe de continuer de gérer, à l'intention des États Membres et des autres entités, dans la limite des ressources existantes, un fonds multilingue d'ouvrages, de périodiques et d'autres documents, imprimés ou numérisés, afin que la Bibliothèque Dag Hammarskjöld demeure une source d'information sur l'Organisation et ses activités qui soit largement accessible, notamment au moyen d'une page d'accueil multilingue ;

136. *Note avec satisfaction* les initiatives prises par la Bibliothèque Dag Hammarskjöld, en sa qualité d'organe centralisateur, pour élargir le programme des ateliers régionaux de formation et de partage du savoir organisés à l'intention des

²⁴ A/73/761.

bibliothèques dépositaires des pays en développement en y incluant l'ouverture à de nouveaux publics ;

137. *Reconnait* le rôle que joue la Bibliothèque Dag Hammarskjöld dans le renforcement des activités liées à l'échange de connaissances et à la création de réseaux pour permettre aux délégations, aux missions permanentes des États Membres, au Secrétariat, aux chercheurs et aux bibliothèques dépositaires d'accéder, dans le monde entier, au vaste ensemble de connaissances accumulées par l'Organisation ;

138. *Rappelle* la demande formulée au paragraphe 80 de sa résolution 74/252 du 27 décembre 2019 et prie le Secrétaire général de faire numériser et préserver le patrimoine documentaire de l'Organisation (1946-1993) qui se trouve actuellement dans les sous-sols de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld et de le diffuser en ligne en se servant de la Bibliothèque numérique des Nations Unies, et d'envisager à cet effet tous les moyens possibles, notamment les contributions volontaires et l'appui d'autres parties prenantes ;

VI

Services de diffusion

139. *Souligne* que l'objectif premier des services de diffusion et de partage du savoir fournis par le Département de la communication globale est de faire connaître le rôle et les activités de l'Organisation en favorisant le dialogue avec les grands partenaires mondiaux tels que les milieux universitaires, la société civile, les éducateurs, les élèves et la jeunesse, en mettant globalement l'accent sur le multilinguisme dès le stade de la planification, en étroite collaboration avec les départements organiques, les institutions spécialisées, les fonds et les programmes des Nations Unies ;

140. *Note avec beaucoup d'inquiétude* que nombre de services de diffusion et de partage du savoir ne sont pas encore disponibles dans toutes les langues officielles, et insiste à cet égard auprès du Département de la communication globale pour qu'il fasse du multilinguisme de ces services une priorité, sachant qu'il importe d'utiliser à fond et de traiter sur un pied d'égalité toutes les langues officielles de l'Organisation dans l'ensemble des activités du Département, en vue de supprimer le décalage entre l'emploi de l'anglais et celui des cinq autres langues officielles ;

141. *Encourage* l'initiative Impact universitaire de l'Organisation des Nations Unies à prendre des mesures concrètes propres à faciliter les échanges entre l'Organisation et les établissements d'enseignement supérieur, les universitaires, les chercheurs et les scientifiques dans toutes les régions afin de promouvoir les principes et objectifs communs de l'Organisation, de concourir à la réalisation du Programme 2030, de favoriser l'éducation à la citoyenneté mondiale et de combler les lacunes sur le plan des connaissances, tout en tenant compte du rôle de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et de son acte constitutif ;

142. *Note* que l'initiative Impact universitaire de l'Organisation des Nations Unies ne fait que s'étendre, demande au Département de la communication globale de s'attacher, dans la limite des ressources existantes, à la faire connaître partout dans le monde afin d'encourager une participation équilibrée des États Membres et d'obtenir d'eux un appui constant et engage les États Membres à promouvoir l'initiative auprès de leurs établissements universitaires dans le dessein de les faire adhérer, conformément à ses résolutions 76/84 A et B ;

143. *Salue* l'initiative Impact universitaire de l'Organisation des Nations Unies pour son engagement constant auprès des milieux universitaires dans le monde dans la réalisation des objectifs de l'Organisation, prie le Secrétaire général de continuer de promouvoir cette initiative en encourageant les établissements d'enseignement

supérieur visés de toutes les régions, et en particulier des pays en développement, à s'associer et à contribuer activement aux objectifs de l'Organisation et, à cet égard, note avec satisfaction les partenariats que l'initiative a permis de lancer jusqu'ici, sans incidences financières, pour augmenter le nombre de ses membres ;

144. *Accueille avec satisfaction* les activités de diffusion à portée éducative menées par le Département de la communication globale et prie ce dernier de continuer à communiquer des informations aux éducateurs et aux jeunes partout dans le monde à l'aide de divers dispositifs multimédias multilingues et notamment de faire connaître le Programme 2030 grâce au système éducatif, tout particulièrement dans les écoles élémentaires ;

145. *Se félicite* de la coopération entre le Département de la communication globale et des clubs et des conférences Simul'ONU dans le monde entier, et demande au Département de poursuivre ses efforts pour sensibiliser les organisateurs et organisatrices et les participantes et participants aux pratiques, procédures et normes de l'Organisation, ce qui permet ainsi de veiller à la précision des simulations et de promouvoir l'adhésion aux valeurs de l'Organisation ;

146. *Prend note* des efforts que fait l'Envoyée du Secrétaire général pour la jeunesse à l'appui de la participation véritable des jeunes à l'échelle mondiale, en étroite collaboration avec d'autres entités des Nations Unies ;

147. *Souligne* qu'il importe que le Département de la communication globale continue à mettre en œuvre le Programme de stages de journalisme Reham Al-Farra à l'intention des journalistes de la presse écrite et audiovisuelle originaires de pays en développement et de pays en transition, comme elle l'a demandé, et l'invite à étudier les moyens de tirer le meilleur parti possible des avantages de ce programme, notamment en prolongeant la durée des stages et en augmentant le nombre des stagiaires, conformément à sa résolution [35/201](#) du 16 décembre 1980 ;

148. *Encourage* l'équipe de la *Chronique de l'ONU* à continuer de publier du contenu en ligne dans les six langues officielles, afin d'établir des partenariats et d'organiser des activités et des manifestations éducatives en collaboration avec des organisations de la société civile et des établissements d'enseignement supérieur ;

149. *Prend note* de l'importance de l'*Annuaire des Nations Unies* en tant qu'ouvrage de référence faisant autorité, et se félicite du travail que fait le Département de la communication globale pour enrichir le contenu et diversifier les fonctionnalités du site Web consacré à l'*Annuaire* ;

150. *Prie* le Secrétaire général de continuer de s'employer à faire en sorte que les visites guidées, y compris virtuelles, du Siège, qui sont une source de recettes et qui ont une portée didactique notable, en particulier auprès d'un nombre croissant de jeunes, soient toujours organisées dans les six langues officielles de l'Organisation ainsi que dans d'autres langues ;

151. *Prend note* des efforts constants que le Département de la communication globale déploie pour renforcer son rôle de coordonnateur dans les échanges avec la société civile sur les priorités et les préoccupations de l'Organisation telles que déterminées par ses États Membres, et constate à cet égard la participation croissante de la société civile aux activités de l'Organisation, notamment les activités d'information à l'intention des représentants de la jeunesse et des jeunes journalistes ;

152. *Rappelle* sa résolution [41/68 D](#) du 3 décembre 1986, félicite la Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies et les 100 et quelques associations qui la constituent pour le précieux concours qu'elles ont apporté ces 76 dernières années, grâce à leurs activités mondiales, à la mobilisation d'un soutien populaire en faveur de l'Organisation, et demande à la Fédération mondiale et au Département de la communication globale de continuer à collaborer pour concourir à la réalisation de leurs objectifs complémentaires ;

153. *Rend hommage*, dans un esprit de coopération, à l'Association des journalistes accrédités auprès de l'Organisation pour les activités qu'elle mène et son Fonds Dag Hammarskjöld pour l'octroi de bourses, qui permet à des journalistes de pays en développement d'être présents au Siège de l'Organisation et de rendre compte des activités menées pendant la session de l'Assemblée générale, et engage de nouveau la communauté internationale à continuer de verser des contributions au Fonds ;

154. *Exprime sa gratitude* aux messagers de la paix, aux ambassadrices et ambassadeurs de bonne volonté et autres défenseurs de l'Organisation des Nations Unies pour leurs efforts et leur contribution en faveur de l'action de l'Organisation et de la sensibilisation accrue du public partout dans le monde à ses priorités et préoccupations, et demande au Département de la communication globale de continuer à les associer à ses stratégies mondiales en matière médiatique et de communication et à ses activités de sensibilisation ;

155. *Se félicite* que le Département de la communication globale continue de collaborer avec des personnalités des cercles culturel et sportif, entre autres, ainsi qu'avec des expositions et festivals mondiaux, partout dans le monde pour promouvoir les questions à l'ordre du jour de l'Organisation, ainsi que pour faire comprendre le rôle de l'Organisation elle-même, l'encourage par ailleurs à toucher un plus large éventail de nationalités, prend note des progrès accomplis dans la collaboration avec des partenaires du monde entier, et prie le Département de poursuivre ses efforts pour tirer parti de ces partenariats afin de diffuser auprès d'un large public des contenus liés aux travaux de l'Organisation ;

VII

Observations finales

156. *Prie* le Secrétaire général de rendre compte au Comité de l'information, à sa quarante-cinquième session, et à elle-même, à sa soixante-dix-huitième session, des activités du Département de la communication globale et de la suite donnée à toutes les recommandations et demandes formulées dans la présente résolution, et demande au Département de faire un exposé sur la question avant la prochaine session du Comité ;

157. *Note* l'initiative prise par le Département de la communication globale en coopération avec le Département de la sûreté et de la sécurité et le Service du protocole et de la liaison du Secrétariat, pendant le débat général de sa session annuelle, de délivrer des autocollants d'identification spéciaux au personnel des États Membres désignés par les missions pour leur permettre d'accompagner les médias couvrant les déplacements de personnalités dans les zones d'accès réservé, et prie instamment le Secrétaire général de continuer à améliorer cette pratique en répondant favorablement aux demandes des États Membres qui souhaitent recevoir des laissez-passer supplémentaires pour que leurs attachés de presse et autres responsables soient admis dans toutes les zones réputées d'accès réservé et puissent rendre compte de façon détaillée et efficace des réunions de haut niveau auxquelles participent leurs délégations ;

158. *Prie* le Comité de l'information de lui faire rapport à sa soixante-dix-huitième session ;

159. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante-dix-huitième session la question intitulée « Questions relatives à l'information ».

